



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 10 AVRIL 1909

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 833

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 5 avril 1909, de nommer M. Théodore Nadeau, conseiller de la municipalité de l'Enfant Jésus, comté de Beauce, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal. 1655

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 7 avril courant, 1909, de nommer M. Edouard Dufour, commissaire d'écoles pour la municipalité de Sainte-Angele de Mérici, comté de Matane, en remplacement de M. Léon Pelletier. 1691

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 10th APRIL, 1909

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 834

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, the 5th of April, 1909, to appoint Mr. Théodore Nadeau, councillor of the municipality of l'Enfant Jésus, county of Beauce, in virtue of the provisions of article 340 of the municipal code. 1656

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of April instant, 1909, to appoint Mr. Edouard Dufour, school commissioner for the municipality of Sainte-Angele de Mérici, county of Matane, to replace Mr. Léon Pelletier. 1692

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have

accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31 mars 1909, constituant en corporation MM. Napoléon Labrecque, marchand, de Saint-Anselme, Joseph Lacasse et Joseph Audet, marchands, de Frampton, Ferdinand Labonté, commis-marchand, de Frampton, Pierre Audet, mécanicien, de Frampton, Joseph Maheux, mécanicien, de Sainte-Malachie, Cyprien Gagné, chef de gare, de Saint-George de Beauce, Louis Landry, rentier, de Sainte-Hénédine, Emile Boutin, médecin, de Frampton, Noé Chabot, médecin, de Sainte-Claire, et Léonidas Paradis, notaire, de Saint-Ferdinand d'Halifax, dans les buts suivants, savoir : faire le commerce de bois et le commerce en général de marchandises, avec pouvoir d'acheter, posséder et vendre des limites à bois, des terres à bois et autres terres, pour les fins du commerce et de l'exploitation du bois, sous le nom de "The Dorchester Lumber Company", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera à Sainte-Malachie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

1669

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 1er avril 1909, constituant en corporation MM. Frédéric alias Fred. Bouillion, propriétaire d'hôtel, Oscar Lanctot, commis d'hôtel, Jean Baptiste Drapeau, importateur, William Paul, jr., importateur, Tancrede Hamelin, propriétaire d'hôtel, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, louer ou acquérir autrement des terrains pour bâtir et des bâtisses à Montréal, et cons ruire sur les dits terrains ou sur aucun d'eux, un ou plusieurs hôtels, cottages et toutes bâtisses avec leurs accessoires ;

Faire les affaires de propriétaire d'hôtel dans toutes ses branches, de propriétaire des restaurant et de café et obtenir licence comme tel, tenir des écuries, bains, buanderie, salles de concert, places d'amusements, tenir des glacières, et une terre ou terres pour fournir les produits de laiterie ;

Louer des hôtels meublés ou non meublés ;

Construire, maintenir et mettre en opération pour fourniture et distribution de l'électricité pour éclairage, chauffage et pouvoir dans les cité et district de Montréal, pourvu toutefois que les susdits pouvoirs lorsqu'ils sont exercés en dehors des prémisses de la compagnie soient sujets à tous les droits et règlements de province et de municipalité y ayant rapport dans la cité de Montréal ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie ;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre, échanger des actions, stock, débentures ou garanties de toute corporation faisant ses affaires avec des objets semblables à ceux de la compagnie ou en disposer ;

Acheter, acquérir, posséder, employer, louer, hypothéquer des immeubles et bâtisses, matériel, machines nécessaires et ayant rapport aux affaires de la compagnie ou en disposer autrement ;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée sous le nom de "The Colonial Hotel Company, Limited", avec un capital total de cent quarant-neuf mille piastres (\$149,000.00), divisé en quatorze cent quatre-vingt-dix (1490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour d'avril 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

1689

been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 31st day of March, 1909, incorporating Messrs. Napoléon Labrecque, merchant, of Saint Anselme, Joseph Lacasse and Joseph Audet, merchants, of Frampton, Ferdinand Labonté, merchant's-clerk, of Frampton, Pierre Audet, mechanic, of Frampton, Joseph Maheux, mechanic, of Sainte Malachie, Cyprien Gagné, station-master, of Saint George de Beauce, Louis Landry, rentier, of Sainte Henedine, Emile Boutin, physician, of Frampton, Noé Chabot, physician, of Sainte Claire, and Leouidas Paradis, notary, of Saint Ferdinand d'Halifax, for the following purposes, viz : to trade in lumber and general merchandiss, with power to purchase, hold and sell timber limits, wooded and other lands, for to operate in timber and carry on a lumber business under the name of "The Dorchester Lumber Company", with a total capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Sainte Malachie.

Dated at the office of the provincial secretary, this thirty first day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

1670

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 1st of April, 1909, incorporating Messrs. Frederick alias Fred. Bouillion, hotel proprietor, Oscar Lanctot, hotel clerk, Jean Baptiste Drapeau, importer, William Paul, jr., importer, Tancrede Hamelin, hotel proprietor, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To buy, lease or otherwise acquire building grounds and buildings at Montreal, and to build on such grounds or any of them, one or more hotels, cottages and all buildings with their accessories.

To carry on the business of hotel proprietor on all its branches, of restaurant and cafe owner and have licence as such, to have livery stables, baths, laundry, concert halls, places of amusements, to have a cold storage plant and a farm or farms to supply dairy products.

To rent or lease hotels furnished or unfurnished.

To construct, maintain and operate works for the supply and distribution of electricity for light, heat and power in the city and district of Montreal, provided always that the foregoing powers when exercised outside of the company premises shall be subject to all provincial and municipal laws and regulations in that behalf, in the city of Montreal.

To amalgamate with any other company having objects similar to those of the company.

To acquire, hold, lease, pledge, mortgage, sell, exchange or dispose of shares, stock, debentures or securities of any corporation carrying on business with objects similar to those of the company.

To purchase, acquire, hold, use, lease, mortgage or otherwise dispose of real estate and buildings, plant, machinery necessary and incidental to the business of the company.

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of The Colonial Hotel Company, Limited, with a total capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000.00), divided into fourteen hundred and ninety (1490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province, this first day of April, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial secretary.

1690

No 477-06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de D'Israëli, dans le comté de Wolfe, le village de D'Israëli, avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 19 novembre 1904, et d'ériger ce village en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village de D'Israëli".

1685

No 650.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher la municipalité scolaire de Saint-Jean Chrysostôme, dans le comté de Lévis, la concession Saint-Augustin, comprenant les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, les numéros 314 et suivants jusqu'à 416 inclusivement, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint Omer.

1687

No. 3850.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 3 avril courant, 1909, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jérôme de Matane, dans le comté de Matane, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse Saint-Jérôme de Matane, les numéros 68 et suivants jusqu'à 76 inclusivement, les numéros 289 et suivants jusqu'à 300 inclusivement, les numéros 304 et suivants jusqu'à 316 inclusivement et partie des biens-fonds ayant au dit cadastre officiel les numéros 78, 86, 89, 90, 91, 93, 95, 105, 106, 111, 112, 120, 121, 131, 146, 157, 182, 183, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 301, 302 et 303, et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Jérôme de Matane, dans le même comté.

1665

No 1050.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 3 avril courant, 1909, d'ériger en municipalité scolaire distincte, la nouvelle paroisse de Sainte-Sabine, dans les comtés de Bellechasse et de Dorchester, avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 7 mars 1907.

1663

No 2100-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 3 avril courant, 1909, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Cyprien, dans le comté de Napierville, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Cyprien, les Nos 157 et suivants jusqu'à 260 inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Blaise, dans le comté de Saint-Jean.

1661

No. 477-06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of D'Israëli, in the county of Wolfe, the village of D'Israëli, with the limits assigned to it by proclamation of the Lieutenant Governor of the province of Quebec, dated the 19th of November, 1904, and to erect such village into a separate school municipality, under the name of "Village of D'Israëli".

1686

No 650 09.

DEPARTEMENT OF PUBLIC INSTRUCTION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Jean Chrysostome, in the county of Levis, the Saint Augustin concession, comprising the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Jean Chrysostome, the numbers 314 and following to 416 inclusively, and to erect such territory into a separate municipality under the name of Saint Omer.

1688

No 3850.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 3rd of April instant, 1909, to detach from the school municipality of Saint Jerome de Matane, in the county of Matane, the properties bearing on the official cadastre of the parish of Saint Jerome de Matane, the numbers 68 and up to 76 inclusively, the numbers 289 and up to 300 inclusively, the numbers 304 and up to 316 inclusively and part of the properties bearing on the said official cadastre the numbers 78, 86, 89, 90, 91, 93, 95, 105, 106, 111, 112, 120, 121, 131, 146, 157, 182, 183, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 301, 302 and 303, and to annex them to the school municipality of the village of Saint Jerome of Matane, in the same county.

1666

No. 1050.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 3rd April instant, 1909, to erect into a distinct school municipality, the new parish of Sainte Sabine, in the counties of Bellechasse and Dorchester, with the limits assigned to it by the proclamation of the Lieutenant Governor of the province of Quebec, dated the 7th March, 1907.

1664

No. 2100-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 3rd of April instant, 1909, to detach from the school municipality of Saint Cyprien, in the county of Napierville, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Cyprien, the Nos. 157 and following to 260 inclusively, and to annex them to the school municipality of Saint Blaise, in the county of Saint Jean.

1662

No 1683-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Lurent de Matapédia, dans le comté de Bonaventure, le territoire dont suit la description et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-André de Ristigouche, savoir :

Les biens fonds ayant les numéros 1 et suivants jusqu'à 36 inclusivement des rangs IV, V, VI, VII et VIII du canton de Ristigouche, ceux ayant les Nos 12 et suivants jusqu'à 36 inclusivement du rang IX du même canton, ceux ayant les Nos 18 et suivants jusqu'à 36 inclusivement du rang X du même canton, les biens-fonds connus sous les lettres A et suivantes jusqu'à G inclusivement, et sous les numéros 1 et suivants jusqu'à 13 inclusivement, dans le rang III de la Rivière Ristigouche, et ceux ayant les Nos 3 et suivants jusqu'à 43 inclusivement dans le rang II Matapédia.

1529.2

No 183-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Philémon, dans le comté de Bellechasse, les biens-fonds du premier rang du canton Mailloux, ayant au cadastre officiel les Nos 22 et suivants jusqu'à 26 inclusivement, y compris les subdivisions cadastrales de ce dernier numéro, et les biens fonds du rang sud-ouest de la rivière du Pin, du dit canton, ayant au cadastre officiel les Nos 1 et suivants jusqu'à 6 inclusivement, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Armagh, dans le même comté.

1527.2

No 226-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'on lui a demandé de détacher de la municipalité scolaire de Guigues, dans le comté de Pontiac, les lots ayant les numéros 1 et suivants jusqu'à 11 inclusivement des 8e et 9e rangs du canton de Guigues, et les lots ayant les Nos 59 et suivants jusqu'à 63 inclusivement des rangs 6 et 7 du canton Duhamel, et de les annexer à la municipalité scolaire de Laverlochère et Baby, dans le même comté.

L'avis publié le 20 et le 27 février dernier, concernant cette annexion, est révoqué.

1525-2

No 3800-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité de Cap-Santé, dans le comté de Portneuf, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Cap-Santé les numéros 1 et suivants jusqu'à 22 inclusivement, et les numéros 259 et suivants jusqu'à 305 inclusivement, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Jeanne de Neuville, dans le même comté.

1549.2

No. 1683-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Public Instruction Act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Lurent de Matapédia, in the county of Bonaventure, the territory herein under described and to erect the same into a separate school municipality under the name of Saint-André de Ristigouche, to wit :

The lots bearing the numbers 1 and following up to 36 inclusively of the ranges IV, V, VI, VII and VIII of the township of Ristigouche, those bearing the numbers 12 and following up to 36 inclusively of the IX range of the same township those bearing the numbers 18 and following up to 36 inclusively of the X range of the same township, the lots known under the letters A and following up to G inclusively, and under the numbers and following up to 13 inclusively, in the III range of the River Ristigouche, and those bearing the numbers 3 and following up to 43 inclusively in the II Matapédia range.

1530

No. 183 09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Public Instruction Act, the superintendent gives notice, that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Philémon, in the county of Bellechasse, the lots of the first range of the township Mailloux, bearing on the official cadastre the numbers 22 and following up to 26 inclusively, including the cadastral subdivisions of this latter number, and the lots of the south west range of the rivière du Pin, of the said township, bearing on the official cadastre the Nos. 1 and following up to 6 inclusively, and to annex such territory to the school municipality of Armagh, in the same county.

1528

No. 226-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF
THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been to him, to detach from the school municipality of Guigues, in the county of Pontiac, the lots bearing the numbers 1 and following up to 11 inclusively of the 8th and 9th ranges of the township of Guigues, and the lots Nos. 59 and following up to 63 inclusively of 6th and 7th ranges of the township Duhamel, and to annex them to the school municipality of Laverlochère and Baby, in the same county.

The public notice of the 20th and 27th February last, respecting such annexation, is revoked.

1526

No. 3800-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC.

Pursuant to the provisions of article 98 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the municipality of Cap-Santé, in the county of Portneuf, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Cap-Santé, the numbers 1 and following up to 22 inclusively, and the numbers 259 and following up to 305 inclusively, and to annex such territory to the school municipality of Sainte-Jeanne de Neuville, in the same county.

1530

No 564-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire d'Auckland, dans le comté de Compton, les rangs 7, 8, 9, 10 et 11 du canton d'Auckland, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Isidore d'Auckland. 1547-2.

Québec, 31 mars 1909.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. Arthur Mireault, écrivain, notaire public, résidant et pratiquant en la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, district de Richelieu, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Joseph-Eloi Archambault, notaire public, de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comté et district susdit, qui a volontairement cessé de pratiquer comme notaire, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu les notaires P. C. Piché et J. A. Ecrement, dont le dit Joseph-Eloi Archambault est cessionnaire, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1567-2

Québec, 26 mars 1909.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Bécancourt, comté de Nicolet, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, résolutions ou règlements faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1507-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

AFFERMAGE DE FORCES HYDRAULIQUES.

Avis est par le présent donné que l'affermage des deux groupes de forces hydrauliques ci-dessous mentionnés, sera mis à l'enchère dans la salle de vente du département des Terres et Forêts, en cette ville, mardi, le 11 mai prochain, à 10.30 heures de l'avant-midi.

L'affermage sera pour 75 ans, aux conditions stipulées plus bas et à telles autres conditions qui seront communiquées au public, le jour même de l'enchère.

1^{er} Groupe du "Kai-Kai-Ke" (Rivière des Quinze).

Description :—Les forces hydrauliques créées par le rapide du Kai-Kai-Ke, et par les autres rapides et chutes situés en amont, jusqu'au lac des Quinze, dans le comté de Pontiac, à 12 milles environ du village des Sauvages de Nord-Témiscamingue, où se rendent les bateaux à vapeur qui sont en correspondance avec les trains du C. P. R., à Témiscamingue; aussi 400 acres de terrain dans le voisinage du dit rapide et du portage du Kai-Kai-Ke, depuis la tête de ce rapide jusqu'à une ligne menée en travers de la rivière des Quinze, à 900 pieds en amont de l'entrée du canal appelé "Bryson Creek," ainsi que tous les terrains qui pourraient être inondés par suite de la construction de barrages destinés à noyer les rapides en amont de celui de Kai-Kai-Ke, et jusqu'au lac des Quinze exclusivement, sans que ces barrages puissent causer le déversement d'une partie quelconque des eaux de la rivière des Quinze dans un autre cours d'eau.

Chute totale, 98 pieds; puissance absolue, à l'eau

No. 564.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC.

Pursuant to the provisions of article 98 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Auckland, in the county of Compton, the ranges 7, 8, 9, 10 and 11 of the township of Auckland, and to erect such territory into a separate school municipality, under the name of Saint Isidore of Auckland. 1548

Québec, 31st March, 1909

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by J. Arthur Mireault, esquire, notary public, practising and residing in the parish of Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, district of Richelieu, asking for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Joseph Eloi Archambault, notary public, of the parish Saint Gabriel de Brandon, county and district aforesaid, who has voluntarily ceased to practice his profession, and also the minutes, repertory and index of the late notaries P. C. Piché and J. A. Ecrement, of which the said Joseph Eloi Archambault, has been the transferee, in accordance with the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1568

Québec, 26th March, 1909.

Notice is hereby given that application has been made to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of the village of Bécancourt, county of Nicolet, for authorization to publish in the french language only, any notice, resolutions or by-law made and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1508

PROVINCE OF QUEBEC.

LEASE OF WATER-POWERS.

Notice is hereby given that the lease of the two groups of water-powers below mentioned, will be offered at public auction in the sales' room of the department of Lands and Forests, in this city, on Tuesday, the 11th May next, at 10.30 o'clock in the forenoon.

The lease will be for seventy five years on the terms below stipulated and on such other conditions as will be made known to the public on the day of the auction.

1. The "Kai-Kai-Ke" group (River des Quinze).

Description :—The water-powers created by the Kai-Kai-Ke rapid and the other rapids and falls situated above it as far as Lake des Quinze, in the county of Pontiac, at about 12 miles from the Indian Village of North Témiscamingue to which the steamboats connecting with the C. P. R. trains, at Témiscamingue ascend; also four hundred acres of land in the vicinity of the said rapid and of the Kai-Kai-Ke portage, from the head of the said rapid to a line drawn across the river des Quinze, at nine hundred feet above the entry of the channel called "Bryson Creek", together with all the lands that may be flooded in consequence of the construction of the dams intended to submerge the rapids above that of Kai-Kai-Ke and to Lake des Quinze exclusively, without such dams causing any portion whatever of the waters of River des Quinze to overflow into some other stream.

Total head, 98 feet; absolute power at low water,

basse, 32,980 chevaux-vapeur, sans garantie de mesure précise.

Obligation du locataire de dépenser une somme de \$250,000 en frais de développement des dites forces hydrauliques dans les 3 années qui suivront la passation du bail, à défaut de quoi le bail sera résilié et les paiements faits confisqués.

2° Groupe de "Island Rapids", (rivière des Quinze).

Description :—Les forces hydrauliques que constituent les rapides connus sous les noms de "Big Pipe Stone", "Little Pipe Stone" et "Island Rapids", dans le dit comté, à 8 milles environ de Nord Témiscamingue, où se rendent les bateaux à vapeur qui sont en correspondance avec les trains du C. P. R., à Témiscamingue, y compris : 1° le lit et les forces hydrauliques de la rivière des Quinze proprement dite, depuis une ligne menée transversalement à cette rivière, à 900 pieds en amont de l'entrée ou tête du "Bryson Creek", jusqu'au prolongement, en travers de la dite rivière, de la ligne séparative des rangs 7 et 8 du canton Guigues; 2° le lit et les forces hydrauliques du "Bryson Creek", canal ou bras de la dite rivière; 3° la grande île qui se trouve entre la rivière des Quinze proprement dite et le dit "Bryson Creek", ainsi que toutes les îles et battures et tous les îlots et rochers qui se trouvent dans la dite rivière et dans le dit Bryson Creek, entre les deux lignes ci-dessus décrites; 4° une zone de terrain de 10 chaînes (660 pieds) de largeur ou profondeur (mesurée dans la direction nord-sud), le long de la rive nord de la rivière des Quinze et du Bryson Creek, et s'étendant entre les deux lignes ci-dessus décrites; 5° enfin, une zone de terrain, aussi de 10 chaînes de largeur ou profondeur, le long de la rive sud de la rivière des Quinze, entre les deux dites lignes menées transversalement à la rivière.

Tous ces terrains, lit de la rivière des Quinze, lit du Bryson Creek, îles, etc., couvrent une superficie d'environ 3,000 acres.

La différence du niveau qu'il y a dans la rivière des Quinze entre les deux lignes ci-dessus décrites, est de 95 pieds en nombre rond, représentant, à l'eau basse, une puissance absolue de 32,000 chevaux de force; le tout sans garantie de mesure précise.

Obligation du locataire de dépenser \$300,000 en frais d'exploitation de ces forces hydrauliques dans un délai de 3 années à partir de la date de la passation du bail, sous peine de résiliation de ce bail et de confiscation de tout paiement fait dans le dit délai.

Le gouvernement s'engage à ne pas vendre, d'ici à dix ans, de terrains sur les bords de la rivière des Quinze, sur une largeur ou profondeur d'au moins quinze chaînes (990 pieds), en sus des terrains ci-dessus désignés, depuis le pied des rapides nommés "Island Rapids" jusqu'au lac des Quinze exclusivement, de manière à ce que l'adjudicataire ait, en tout point du rivage, un accès libre à la rivière, et qu'il puisse choisir dans cette étendue les terrains qui seront nécessaires à la parfaite exploitation des dites forces hydrauliques, lesquels terrains, dont la superficie—y compris celle des terrains mentionnés dans les descriptions ci-dessus—ne dépassera pas 3500 acres pour le groupe de "Island Rapids" et 2000 acres pour le groupe du "Kai-Kai-Ke", feront aussi partie de la propriété affermée.

La mise à prix sera fixée le jour de l'enchère et chaque personne qui voudra se porter enchérisseur devra déposer au département des terres et forêts, avant l'enchère, un chèque accepté de la somme de \$10,000, qui lui sera remis après l'enchère, à moins qu'elle ne soit l'adjudicataire; à cet adjudicataire, la dite somme de \$10,000 sera remise lorsqu'il aura donné la preuve du parfait accomplissement des conditions exigées quant au développement des dites forces hydrauliques, accomplissement qui

32,980 horse-power, without warranty of exact measurement.

The lessee shall be obliged to expend a sum of \$250,000 on the development of the said water-powers within the three years following the passing of the lease, in default whereof the lease shall be cancelled and the payments made confiscated.

2° "Island Rapids", group (River des Quinze).

Description :—The water-powers formed by the rapids known under the name of "Big Pipe Stone", "Little Pipe Stone" and "Islands Rapids", in the same county, at about eight miles from North Témiscamingue, to which the steamboats connecting with the C. P. R. trains of Témiscamingue ascend, including : 1. The bed and the water-powers of the River des Quinze, properly so called from a line drawn across that river at nine hundred feet above the entry or head of "Bryson Creek", to the prolongation across the said river of the division line of ranges 7 and 8 of the township of Guigues; 2. The bed and the water-powers of "Bryson Creek", channel or arm of the said river; 3. The large island between the river des Quinze, properly so called and the said "Bryson Creek", as well as all the islands and fore shores and all the islets and rocks in the said river and said "Bryson Creek", between the two lines above described; 4. A strip of land of 10 chains (660 feet) in width or depth (measured in a due north and south direction) along northern bank of the river des Quinze and of "Bryson Creek" and extending between the two lines above described; 5. Lastly, a strip of land also of 10 chains in width or depth, along the southern bank of the river des Quinze, between the two said lines drawn transversely to the river.

All these lands, bed of the river des Quinze, bed of Bryson Creek, islands, etc., covering a superficies of about 3000 acres.

The difference of level in the river des Quinze between the two lines above described is 95 feet in round numbers representing at low water, an absolute power of 32,000 horse-power, the whole without warranty of exact measurement.

The lessee shall be obliged to expend \$300,000 on the development and working of these hydraulic powers within a delay of three years from the date of the passing of the lease under pain of resiliation of the lease and the confiscation of any payment made in the said delay.

The government binds itself to not sell for ten years from this any lands on the banks of the river des Quinze on a width or depth of at least fifteen chains (990 feet) beyond the lands above designated, from the foot of the rapids called "Island Rapids" to Lake des Quinze exclusively, so that the lessee may, at all points of the bank have free access to the river and that he may choose within that area the lands necessary for the full working of the said water-powers, which land, whose superficies—including that of the lands mentioned in the above descriptions—shall not exceed 3500 acres for the "Island Rapids" group, and 2000 acres for the "Kai-Kai-Ke" group, shall also form part of the property leased.

The upset price shall be fixed on the day of the auction and each person desirous of becoming a bidder, must deposit at the Department of Lands and Forests before the sale, an accepted cheque for \$10,000 which will be returned to him after the sale, unless he be the person to whom the property will be adjudged; to this person the said sum of \$10,000 will be refunded when he shall have given proof of complete compliance with the conditions prescribed as to the development of the said water-

devra commencer dans les six mois qui suivent la date du bail.

JULES ALLARD,
Ministre.

Département des Terres et Forêts,
Québec, 12 mars 1909. 1353.3

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissacire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui

powers, which compliance must be commenced within the six months following the date of the lease.

JULES ALLARD,
Minister

Department of Lands and Forests.
Quebec, 12th March, 1909. 1354

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall

nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être u pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

R. CAMPBELL,

835

G. C. L.

836

C. L. C.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Tout demandeur de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoir, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou devant concerner une classe particulière de la société ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line: the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the inter-

mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

52. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en plus de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

val of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

52. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

837

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que "The Society of the Montreal General Hospital" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi permettant à la dite société d'emprunter une ou plusieurs sommes d'argent jusqu'au montant n'excédant pas \$200,000.00, pour être employé pour la construction de bâtiments et les fins générales de l'hôpital; et comme garantie des argents ainsi empruntés, que la société peut hypothéquer en tout ou en partie ses biens réels et personnels, meubles et immeubles, avec pouvoir de les transférer à un ou plusieurs fidéicommissaires pour garantir telles obligations qui peuvent être émises en vertu de l'autorité de telle loi, lesquelles obligations devant être de telle forme et pour tels montants déterminés par le vote de la majorité du bureau de direction; le dit fidéicommissaire ou les dits fidéicommissaires doivent être mis en possession de la propriété devant leur être transférée en garantie pour le bénéfice des porteurs des dites obligations, avec pouvoir de prendre telles procédures pour la protection des porteurs d'obligations qui peuvent être requises en vertu de l'acte de fidéicommissaire.

SELKIRK CROSS,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 23 mars 1909.

1591-2

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

838

Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given by The Society of the Montreal General Hospital that it will apply to the Legislature of the province of Québec, at its present session, for the passing of an act to allow the said society to borrow one or more sums of money to a total not exceeding \$200,000.00, to be used for the construction of buildings and the general purposes of the hospital; and as security for the monies so borrowed, that the society may mortgage or hypothecate in whole or in part its property, real or personal, moveable or immovable, with power to transfer the same to one or more trustees to secure such bonds as may be issued under the authority of the such act, and which bonds to be in such form and for such amounts as may be determined on by vote of the majority of the board of management; the said trustee or trustees to be vested with the property to be conveyed to them thereunder in trust for the benefit of the holders of said bonds, with power to take such proceedings for the protection of the bondholders as may be required under the deed and trust.

SELKIRK CROSS,

Solicitor for applicants.

Montreal, 23rd March, 1909.

1592

AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, concernant les rôles de perception pour l'expropriation des rues McKay, Lemoine et Hutchison; ainsi que pour faire ratifier certains arrangements intervenus entre la compagnie du Pacifique, "The Montreal Land & Improvement Company Limited," et la cité de Montréal, au sujet d'un égoût construit sur la rue Nicolet, de la rue Ontario à la rue Nolan; pour agrandir le parc LaFontaine, sur le côté est, en expropriant les immeubles situés dans le quartier Saint-Jean-Baptiste et dans le quartier Sainte-Marie, à l'ouest de l'avenue Papineau; pour l'élargissement de l'avenue Papineau; pour l'expropriation pour le boulevard Saint-Laurent, depuis la rue Notre-Dame jusqu'au fleuve Saint-Laurent; pour l'agrandissement du parc Mont-Royal, par l'achat de la propriété Redpath; pour l'expropriation des terrains pour élargir la rue Sherbrooke, depuis l'avenue Papineau jusqu'aux limites est de la cité; rôles de cotisations pour répartir la moitié du coût du canal d'égoût construit rue Iberville, au sud et au nord de la voie du chemin de fer du Pacifique Canadien jusqu'à la rue Masson; pour ouvrir l'avenue Laurier, depuis la section de cette rue dont la ville est propriétaire, jusqu'à la rue Brébœuf inclusivement, et faire une répartition pour en payer le coût; ouvrir la rue Elizabeth depuis la rue Fullum jusqu'à la rue Dufresne, et en répartir le coût; rôle de répartition pour le coût de prolongement de la rue Gauthier, (propriété de madame Mann); vente de certains terrains faisant partie du parc Mont Royal, coin des avenues des Pins et du Parc; empêcher les municipalités, dans l'île de Montréal, d'accorder des franchises, droits et privilèges, sans le consentement de la cité de Montréal; élargir la rue Dorchester, sur le côté nord-ouest, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Cadieux; pour acheter la compagnie "Montreal Water & Power."

L. O. DAVID,
Greffier de la cité

Hôtel-de-Ville.
Montréal, 8 mars 1909.

1223 5

Avis est par les présentes donné que le lieutenant colonel Alfred E. Laballe, le major Léonard G. de Tonnancour et le major Ernest J. Peltier, et les autres officiers du 65^{ème} régiment de la milice du Canada, connu sous le nom de Carabiniers Mont-Royal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à la présente session, pour être constitués en corporation comme association, dans le but de posséder et maintenir un arsenal régimentaire, dans la cité de Montréal, et pour d'autres fins se rapportant au régiment.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 16 mars 1909. 1359.4

Avis est donné par les présentes par Marie Roux, en religion Sœur Marie Alexandrine, Modeste Bondu, en religion Sœur St. Didier, Marie Richard, en religion Sœur Marie Clémence, Hélène Bougie, en religion Sœur St. Edgard, Désirée Patourel, en religion Sœur Elie du Carmel, Marie Louise Doussain, en religion Sœur Ste. Thècle, toutes résidant dans la ville de Magog, dans le district de Saint-François, qu'elles s'adresseront à la législature de Québec, à sa présente session, pour être constituées en corporation, elles et toutes celles qui feront partie de la communauté, sous le nom de "Les Filles de la Charité du Sacré Cœur de Jésus", pour les fins suivantes, savoir: se livrer à telles occupations qui seront de nature à les aider à se maintenir, notamment avoir des pensionnats, des externats, des écoles en ville et à la campagne, des jardins de l'enfance, des crèches, des hôpitaux, des hospices, des asiles, des maisons de refuge, des salles de couture, pensions pour les ecclésiastiques et les laïques, pour les hommes, les femmes et les jeunes gens, dispen-

NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Legislature, at its present session, for amendments to its charter, concerning the tax rolls for the expropriation of McKay, Lemoine and Hutchison streets; for the ratification of certain agreements entered into between the C. P. R. Co., the Montreal Land & Improvement Co., Limited, and the city of Montreal, in connection with a sewer constructed in Nicolet street, from Ontario to Nolan streets; for the enlargement of Lafontaine park, east side, by expropriating the immovables situated in Saint Jean-Baptiste ward and Saint Mary ward, west of Papineau avenue; for the widening of Papineau avenue; for the expropriation for the extension of Saint Lawrence Boulevard of certain properties between Notre-Dame street and the river Saint Lawrence; for the enlargement of Mont Royal park, by the purchase of the Redpath property; for the expropriation of certain lots of land for the purpose of widening Sherbrooke street, from Papineau avenue to the eastern limits of the city; assessment rolls for the apportionment of one half of the cost of the sewer constructed in Iberville street, south and north of C. P. R. track to Masson street; for the opening of Laurier avenue, from that section of such street owned by the city to Brébœuf street, inclusive, and apportionment roll to pay the cost thereof; opening Elizabeth street, from Fullum street to Dufresne street, and apportioning the cost thereof; apportionment roll for the cost of extending Gauthier street (Mrs. Mann's property); sale of certain lots of land forming part of Mount Royal park, at the corner Pine and Park avenues; preventing the municipalities, in the Island of Montreal, granting any franchises, rights or privileges without the consent of the city of Montreal; widening Dorchester street, north west side, between Saint Lawrence boulevard and Cadieux street; purchase of the plant, etc., of the Montreal Water & Power Company.

L. O. DAVID,
City clerk.

City Hall.
Montreal, 8th March, 1909.

1224

Notice is hereby given that the lieutenant colonel Alfred E. Laballe, major Léonard G. de Tonnancour and major Ernest J. Peltier and the other officers of the 65th regiment of the militia of Canada, known under the name of "Carabiniers Mont-Royal," will apply to the Legislature, at its present session, to be incorporated as an association for the purpose of owning and maintaining a regimental armoury, in the city of Montreal, and for other regimental purposes.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 16th March, 1909. 1360

Notice is hereby given by Marie Roux, in religion Sister Marie Alexandrine, Modeste Bondu, in religion Sister Saint Didier, Marie Richard, in religion Sister Marie Clémence, Hélène Bougie, in religion Sister Saint Edgard, Désirée Patourel, in religion Sister Elie du Carmel, Marie Louise Doussain, in religion Sister Sainte Thècle, all residing in the town of Magog, in the district of Saint Francis, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act, incorporating them and all others who now or shall hereafter form part of the community, under the name of "Les Filles de la Charité du Sacré Cœur de Jésus", for the following purposes, to wit: to such thing which shall help them to maintain themselves, namely, boarding schools, day schools, schools in towns and in the country, *jardins de l'enfance, crèches, hospitals, hospices, asilums, house of refuge, sewing halls, boarding houses for ecclesiastics and laics, for men, women, and young people, dispensaries, care of sick people*

saires, soin des malades à domicile, exercer des industries et écouler leurs produits, pratiquer des travaux à l'aiguille et à la peinture, écoles de musique et industrielles, écoles gratuites et payantes, établir des buanderies, pourvu qu'elles se conforment en cela aux lois de la province et à la direction de l'autorité ecclésiastique; acquérir des biens meubles et immeubles, suivant les règles de la communauté.

ALF. TOURIGNY,
Procureur des pétitionnaires.

Magog, 11 mars 1909. 1287.5

Avis est par le présent donné que la Compagnie de chemin de fer Québec & Saguenay s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi amendant son acte d'incorporation; prolonger le délai pour commencer et compléter les travaux; et renouveler les droits donnés par sa charte d'incorporation et ses amendements.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 12 mars 1909, 1295.5

Avis est par le présent donné que "The Cascapedia Manufacturing and Trading Company" s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session pour obtenir une loi afin d'autoriser "The Cascapedia Manufacturing and Trading Company", à prendre les droits accordés à "The New Richmond Lumber Company, Limited," par une loi de la législature de Québec, 3 Édouard VII, ch. 101, et pour sanctionner tous transferts d'aucun et de tous les dits droits accordés à la dite "Cascapedia Manufacturing and Trading Company", ou à toute personne en fidéicommiss pour la dite compagnie et pour tous les pouvoirs y ayant rapport, et pour étendre les pouvoirs accordés par la dite loi à "The New Richmond Lumber Company."

J. B. LUCIEN MORAUD,
Procureur des requérants.

Québec, 15 février 1909. 1349.4

Avis est par le présent donné que C. A. Massé, Bruno Charbonneau, A. H. Harde, H. Pinet, Arthur Roy, P. E. Clément, A. Dessane, W. H. Wyse, J. E. Légaré, Eugène Séguin, Jules A. Jacob, tous voyageurs de commerce, de la cité de Montréal, et Elzéar Falardeau, voyageur de commerce, de la ville de Maisonneuve, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qui pourront s'adjoindre à eux, en association connue sous le nom de "Association des Voyageurs de Commerce de Montréal", avec bureau principal dans les cité et distr et de Montréal.

Le but de la corporation projetée est d'aider financièrement à ses membres et leur permettre d'améliorer leurs conditions, intellectuellement et moralement. A ces fins, il sera demandé de donner à la dite corporation le pouvoir d'avoir des lieux d'amusements, salles de lecture et bibliothèques, des caisses de secours en maladie, frais funéraires et indemnité à la mort, et d'administrer les argents versés pour ces fins, d'acquérir, posséder, avoir, accepter et recevoir tous immeubles et de les hypothéquer, vendre, aliéner ou en disposer et en acquérir d'autres, et exercer tous autres pouvoirs conférés à des corporations semblables.

J. A. E. DION,
Procureur des requérants.

Montréal, 8 février 1909. 1283.5

Avis Divers

Le 18^e jour de mai 1909, à Montréal, "The Canadian, American and National Express Companies" vendront les effets non réclamés en leur

at domicile, to operate industries and sell the products of the same, to do needle work, painting, music schools, industrial schools, free and paying schools, to establish laundries, etc., etc., provided they comply in this respect with the laws of the province and the direction of the ecclesiastical authorities; to acquire and hold moveable and immoveable property, in accordance with the rules of the community.

ALF. TOURIGNY,
Attorney for petitioners.

Magog, 11th March, 1909. 1288

Notice is hereby given that the Quebec and Saguenay Railway Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for an act to amend its charter; to further delay the commencement and completion of the works, and to renew the rights granted by its act of incorporation and amendments thereto.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 12th March, 1909 1296

Notice is hereby given that the "Cascapedia Manufacturing and Trading Company" will apply to the Quebec Legislature, at its present session, for an act to authorize the "Cascapedia Manufacturing and Trading Company" to take over the rights granted to the New Richmond Lumber Company, Limited, by an act of the Quebec Legislature, 3 Edward VII, ch. 101, and to sanction all transfers of any and all of said rights that have been made to the said "Cascapedia Manufacturing and Trading Company" or to any person in trust for said company and for all powers incidental thereto, and to extend the powers granted by the said act to the New Richmond Lumber Company.

J. B. LUCIEN MORAUD,
Attorney for applicants.

Quebec, 15th February, 1909. 1350

Public notice is hereby given that C. A. Massé, Bruno Charbonneau, A. H. Harde, H. Pinet, Arthur Roy, P. E. Clément, A. Dessane, W. H. Wyse, J. E. Légaré, Eugène Séguin, Jules A. Jacob, all commercial travellers of the city and district of Montreal, and Elzéar Falardeau, commercial traveller, of the town of Maisonneuve, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to incorporate them and such persons, as may associate themselves with them under the name of "Association des Voyageurs de Commerce de Montréal", with its head office in the city and district of Montreal.

The objects of this corporation will be to help its members financially and to permit them to increase their social conditions, intellectually and morally. For these purposes, it will be applied to obtain the power to have gymnasiums, lecture rooms and libraries, to collect funds for sick benefits, funeral expenses and indemnity at death, and to administer the funds accordingly; to acquire and have immoveable properties, and to mortgage, sell and renew them and to exercise all powers ordinarily given to such corporations.

J. A. E. DION,
Attorney for petitioners.

Montreal, 8th February, 1909. 1284

Miscellaneous Notices

On 18th May, 1909, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand

possession depuis avant le 1er janvier 1908, dans leurs divisions respectives, comme suit :

Canadian Express Co., Division Centrale et Est.

American Express Co., Division de Québec et Ontario.

National Express Co., Division de Québec.

Pour plus de détail, voir la liste imprimée.

J. BRYCE, vice-président, Canadian Express Company.

H. S. JULIER, vice-président et gérant général, American Express Company.

T. N. SMITH, gérant général, National Express Company.

Québec, 10 avril 1909. 1645

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

No 1923.

Dame Bena Rabinovitch, des cité et district de Montréal, épouse commune au biens de Charles Dorobaner, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Charles Dorobaner, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse le 21e jour de décembre 1908.

LOUIS S. MARGOLESE,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 5 avril 1909. 1659

Cour Supérieure. — District d'Ottawa.

No 2274.

Dame Anne Sidonie Bajot, Demanderesse ;

vs

Jules Gustave Baudart, époux de la demanderesse, fermier, de Labelle, district d'Ottawa, Défendeur.

La demanderesse a intenté, ce jour, une demande en séparation de biens contre son époux.

BRODEUR & GARAND,
Procureurs de la demanderesse.

Hull, 19 mars 1909. 1533.2

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

No 860.

Dame Eva Dalpé, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Richard, maître-boucher, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Richard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.

GEORGE POLIQUIN,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 17 mars 1909. 1357.4

Melina Lavallée, épouse de Hercule Gagnon, journalier, tous deux de la ville de Grand'Mère, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux, dans la cour supérieure, pour le district des Trois-Rivières.

COMEAU & BELIVEAU,
Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 29 mars 1909. 1557.2

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Arthabaska. }

No 109.

Dame Albina Côté, de Saint-Cyrille de Wendover, district d'Arthabaska, épouse de Philippe Charland, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Philippe Charland, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 mars 1909.

J. V. MARCEAU,
Procureur de la demanderesse.

Arthabaska, 31 mars 1909. 1593.2

since previous to 1st January, 1908, in their respective divisions as below :

Canadian Express Co., Central and Eastern Division.

American Express Co., Quebec and Ontario Division.

National Express Co., Quebec Division.

See printed list for further particulars.

J. BRYCE, vice president, Canadian Express Company.

H. S. JULIER, vice president and general manager, American Express Company.

T. N. SMITH, general manager, National Express Company.

Quebec, 10th April, 1909. 1616

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

No. 1923.

Dame Bena Rabinovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Dorobaner, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Charles Dorobaner, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff on the 21st day of December, 1908.

LOUIS S. MARGOLESE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 5th April, 1909. 1660

Superior Court. — District of Ottawa.

No 2274.

Dame Anne Sidonie Bajot, Plaintiff ;

vs

Jules Gustave Baudart, husband of the plaintiff, farmer, of Labelle, district of Ottawa, Defendant.

The plaintiff has taken, this day, an action for separation as to property against her said husband.

BRODEUR & GARAND,
Attorneys for plaintiff.

Hull, 19th March, 1909. 1534

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

No. 860.

Dame Eva Dalpé, residing in the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Richard, butcher, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Louis Richard, Defendant.
An action for separation as to property has been taken this day in this case.

GEORGE POLIQUIN,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 17th March, 1909. 1358

Melina Lavallée, wife of Hercule Gagnon, laborer, both of the town of Grand'Mère, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, in the superior court, for the district of Three Rivers.

COMEAU & BELIVEAU,
Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 29th March, 1909. 1558

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Arthabaska. }

No. 109.

Dame Albina Côté, of Saint Cyrille de Wendover district of Arthabaska, wife of Philippe Charland, trader, of the same place, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Philippe Charland, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 30th march, 1909.

J. V. MARCEAU,
Attorney for plaintiff.

Arthabaska, 31st March, 1909. 1594

Province de Québec,
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 397.

Dame Elise Rancour, épouse d'Honoré Doucet, de la cité des Trois-Rivières, dûment autorisé à ester en justice, a institué le 23 mars 1909, une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

BLONDIN, DESY & DESILETS,
1517.2 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 121.

Dame Mezellez Bellemare, de la paroisse de Saint Boniface de Shawinigan, district des Trois-Rivières, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Denis Gélinas, cultivateur, du même lieu.

BLONDIN & DESY,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 25 juillet 1908. 1391.4

No 3362, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, Dame Dina Forget, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre Jean-Baptiste Lauzon, de Montréal.

TRUDEAU & FILION,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 15 mars 1909. 1317.4

Cour Supérieure.—Quebec.
No 2230.

Dame Malvina Plante, épouse commune en biens de Joseph Dion, journalier, tous deux de Saint-Raymond, dûment autorisés à ester en justice par l'un des honorables juges de la cour supérieure,
Demanderesse ;

vs
Joseph Dion, journalier, de Saint-Raymond,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le seizième jour de mars 1909.

CIMON, SEVIGNY & PARENT,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 17 mars 1909. 1367.4

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 2366

Dame Malakay Rejjal Abou Assali, épouse de Michel Salhani, des cité et district de Montréal, commis, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Michel Salhani, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse en cette cause, le 19e jour de mars 1909.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY.
Montréal, 19 mars 1909. 1339.4

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 59.

Dame Katherine Dorcas Mahon, épouse de Edward J. King, sellier, tous deux de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par l'un des honorables juges de la cour supérieure,
Demanderesse ;

vs
dit Edward J. King, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le troisième jour de mars 1909.

CAMPBELL & GENDRON,
1217.5 Procureurs de la demanderesse.

Province of Quebec,
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 397.

Dame Elise Rancour, wife of Honoré Doucet, of the city of Three Rivers, duly authorized to ester en justice, has instituted, 23rd March, 1909, an action for separation as to bed and board.

BLONDIN, DESY & DESILETS,
1518 Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three Rivers. }
No. 121.

Dame Mezellez Bellemare, of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, district of Three Rivers, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, Denis Gélinas, farmer, of the same place

BLONDIN & DESY,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 25th July, 1908. 1392

No. 3362, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, Dame Dina Forget, of Montreal, duly authorized, has, this day, taken an action for separation as to property against Jean-Baptiste Lauzon, her husband, of Montreal.

TRUDEAU & FILION,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 12th March, 1909. 1318

Superior Court.—Quebec.
No. 2230.

Dame Malvina Plante, wife common as to property of Joseph Dion, laborer, both of Saint Raymond, duly authorized to appear in judicial proceedings, by one of the Honorable judges of the superior court,
Plaintiff ;

vs
Joseph Dion, laborer, of Saint Raymond,
Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, the sixteenth day of March, 1909.

CIMON, SEVIGNY & PARENT,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 17th March, 1909. 1368

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 2366.

Dame Malakay Rejjal Abou Assali, wife of Michel Salhani, of the city and district of Montreal, clerk, duly authorized "à ester en justice",
Plaintiff ;

vs
The said Michel Salhani, Défendeur.
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff in this cause, on the 19th day of March, 1909.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY.
Montreal, 19th March, 1909. 1340

Province of Quebec, } *Superior Court*
District of Saint Francis. }
No. 59.

Dame Katherine Dorcas Mahon, wife of Edward J. King, saddler, both of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, duly authorized to ester en justice aux fins des présentes, by one of the Honorable judges of the superior court,
Plaintiff ;

vs
The said Edward J. King, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the third day of March, 1909.

CAMPBELL & GENDRON,
1218 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 747.
Dame Doride Marion, de la cité et du district de
Montréal, épouse de Jean-Baptiste Maurice,
commerçant, du même lieu, Demanderesse ;
vs
Jean-Baptiste Maurice, commerçant, de Montréal,
Défendeur.
La demanderesse a institué une action en sépara-
tion de biens contre le défendeur, ce jour.
LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 3 mars 1909. 1227.5

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 45.
Dame Helen Barry, épouse de Ovilas Desroches,
contracteur, de la ville de Black Lake, dûment
autorisée "à ester en justice", Demanderesse ;
vs
Ovilas Desroches, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 8 février 1909.

GIROUARD & GIROUARD,
Avocats de la demanderesse.
Arthabaska, 8 février 1909. 1405.3

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 44.
Dame Amanda Tremblay, épouse de Ernest Audet,
marchand, de la ville de Black Lake, dûment au-
torisée à ester en justice, Demanderesse ;
vs
Le dit Ernest Audet, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 8 février 1909.

GIROUARD & GIROUARD,
Avocats de la demanderesse.
Arthabaska, 8 février 1909. 1403.3

Cour Supérieure. — Beauce.
No. 95.
Mathilda Vachon, épouse commune en biens de
Alfred Roy, marchand, de East Broughton,
vs
Le dit Alfred Roy.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 19 mars 1909.

F. X. DUFOUR,
Procureur de la demanderesse.
Saint Joseph, Beauce, 20 mars 1909. 1429.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1454.
Une action en séparation de biens a été instituée,
le 8 mars 1909, par Dame Marie Anne Parent, de
la cité de Montréal, épouse de Joseph Eloi Archam-
bault, contre le dit Joseph Eloi Archambault, son
mari.

VICTOR GAUDET,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 9 mars 1909. 1247.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1454.
Marie Elisabeth Alarie, épouse de James Shea,
garde-magasin, des cité et district de Montréal,
dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
vs. }
Le dit James Shea, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée
ce jour.

CHARLES H. DESJARDINS,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 6 mars 1909. 1249.5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 747.
Dame Doride Marion, of the city and district of
Montreal, wife of Jean-Baptiste Maurice, trader,
of the same place, Plaintiff ;
vs
Jean-Baptiste Maurice, trader, of Montreal,
Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action
for separation as to property against the defendant.
LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 3rd March, 1909. 1228

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 45.
Dame Helen Barry, wife of Ovilas Desroches, con-
tractor, of the town of Black Lake, duly author-
ized to ester en justice, Plaintiff ;
vs
Ovilas Desroches, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 8th day of February,
1909.

GIROUARD & GIROUARD,
Attorneys for the plaintiff.
Arthabaska, 8th February 1909, 1406

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 44.
Dame Amanda Tremblay, wife of Ernest Audet,
trader, of the town of Black Lake, duly author-
ized to ester en justice, Plaintiff ;
vs
The said Ernest Audet, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 8th day of February,
1909.

GIROUARD & GIROUARD,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 8th February, 1909. 1404

Superior Court — Beauce.
No. 95.
Mathilda Vachon, wife common as to property
of Alfred Roy, merchant, of East Broughton,
vs
The said Alfred Roy.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 19th of March, 1909.
F. X. DUFOUR,
Attorney for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 20th March 1909. 1430

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1454.
An action for separation as to property has been
instituted, the 8th of March, 1909, by Dame Marie
Anne Parent, of the city of Montreal, wife of
Joseph Eloi Archambault, against the said Joseph
Eloi Archambault, her husband.

VICTOR GAUDET,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 9th March, 1909. 1248

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1454.
Marie Elisabeth Alarie, wife of James Shea, store
keeper, city and district of Montreal, duly au-
thorized by the court, Plaintiff ;
vs.
The said James Shea, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted this day.

CHARLES H. DESJARDINS,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 6th March, 1909, 1250

Province de Québec, district de Montréal.—
Cour Supérieure, No 1348. — Dame Marie Anne
Rosanna Gouin, dûment autorisée à ester en jus-
tice, épouse de Joseph David Emilien Mayrand,
commerçant, tous deux de la ville de Maisonneuve,
dit district, a intenté, ce jour, une action en sépa-
ration de biens contre son dit époux. PHILIPPE
DORVAL, procureur de la demanderesse. Mont-
réal, 22 mars 1909. 1501.3

Province of Quebec, district of Montreal.—Super-
ior Court, No. 1348. — Dame Marie Anne Rosanna
Gouin, duly authorized to ester en justice, wife of
Joseph David Emilien Mayrand, trader, both of
the town of Maisonneuve, said district, has sued,
this day, her said husband for separation as to pro-
perty. PHILIPPE DORVAL, attorney for said
plaintiff. Montreal, 22nd March, 1909. 1502

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Précourt & Gatién, Sherbrooke,
Qué., Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 2^{ème} jour
d'avril 1909, par ordre de la cour, les soussignés
ont été nommés curateurs conjoints des biens des
susdits faillies, qui en ont fait un abandon judiciaire
pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent
être déposées dans notre bureau sous trente jours.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,

Curateurs conjoints.

Bureau : Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington,
Sherbrooke, 2 avril 1909. 1653

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 82.

Dans l'affaire de Joseph Desfossés, fabricant de
fromage, Sainte-Claude, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que, le 2^{ème} jour
d'avril 1909, par ordre de la cour, les soussignés
ont été nommés curateurs conjoints des biens du
susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour
le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent
être déposées dans notre bureau sous trente jours.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,

Curateurs conjoints.

Bureau : Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington,
Sherbrooke, 2 avril 1909. 1651

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Edmond Poliquin & Cie, Montréal,
Insolvables.

Avis est par les présentes donné que, par un
ordre de la cour supérieure, en date du 6 avril 1909,
j'ai été nommé curateur à la succession des sus-
nommés, qui ont fait cession judiciaire de leurs
biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, dûment assermentées, doivent
être produites entre mes mains, dans les 30 jours
de la date sus-mentionnée.

P. L. TURGEON,

Curateur.

Bureau : Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal. 1671

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure*
In re J. G. Moquin, "Sorel Lumber & Sash Fac-
tory", Sorel, Insolvable.

Avis vous est donné que, le 3^e jour d'avril 1909,
par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la
succession du sus-nommé, qui a fait une cession judi-
ciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses
créanciers.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
In the matter of Précourt & Gatién, Sherbrooke,
Que., Insolvents.

Notice is hereby given that, the 2nd day of April,
1909, by order of the court, the undersigned have
been appointed joint curators of the assets of the
aforesaid insolvents, who have made a judicial
abandonment thereof, for the benefit of their
creditors.

Sworn claims must be filed in our office within
thirty days.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,

Joint curators.

Office : Bélanger & Bégin,
155, Wellington street.
Sherbrooke, 2nd April, 1909. 1654

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 82.

In the matter of Joseph Desfossés, cheese manufac-
turer, Sainte-Claude, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that, the 2nd April, 1909,
by order of the court, the undersigned have been
appointed joint curators of the assets of the afore-
said insolvent, who has made a judicial abandon-
ment of same for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed in our office within
thirty days.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,

Joint curators.

Office : Bélanger & Bégin,
155, Wellington street.
Sherbrooke, 2nd April, 1909. 1652

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Edmond Poliquin & Cie, Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that, by an order of the
superior court, dated the 6th of April, 1909, I have
been appointed curator to the estate of the above
named, who have made a judicial assignment of all
their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me with 30 days
of date above mentioned.

P. L. TURGEON,

Curator.

Office : Chartrand & Turgeon,
55, Saint Francis-Xavier, Montreal. 1672

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
In re J. G. Moquin, "Sorel Lumber & Sash Fac-
tory", Sorel, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 3rd day of
April, 1909, by order of the court, I was appointed
curator to the estate of the above named, who has
made a judicial abandonment of all his assets for the
benefit of his creditors.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
97 rue Saint-Jacques,
Montréal, 10 avril 1909.

1673

Avis

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Augustin Omer Paré, comptable, du village de Warwick, le liquidateur nommé à la compagnie ci-après mentionnée, qu'à une assemblée générale des actionnaires de la "Warwick Glove, Mitt & Shoe Co.", une compagnie à fonds social, dûment incorporée et enregistrée, tenue au bureau de la compagnie, à Warwick, le vingt-septième jour de mars courant, il a été résolu, par les actionnaires, représentant les deux tiers du capital de la compagnie, que la liquidation volontaire des affaires de cette dernière serait opérée et icelle dissoute.

En foi de quoi j'ai signé à Warwick susdit, le vingt-neuvième jour de mars mil neuf cent neuf.

A. O. PARÉ,
Liquidateur.

1649

Ratification

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 356.

Dame Anna Beaubien, de la [ville d'Acton, en le district de Saint-Hyacinthe, veuve et légataire universelle en propriété de feu Thomas McGrail, cultivateur, en son vivant du canton de Roxton, en le district de Bedford, Pétitionnaire.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Bedford, les contrats de vente, titres et documents suivants, savoir :

(a) Un contrat de vente exécuté entre la "British American Land Company" et le dit feu Thomas McGrail, sous seing privé, le 14 janvier 1859 ;

(b) Le testament solennel de feu Dame Elizabeth Murray, épouse de Charles McGrail, senior, exécuté devant S. Lapalme, notaire public, au village de Roxton Falls, en le district de Bedford, le 29 octobre 1884 ;

(c) Contrat de vente exécuté à Roxton Falls susdit, le 11 avril 1889, par Charles McGrail, junior, à Charles McGrail, senior ;

(d) Contrat de vente exécuté devant H. Marcoux, notaire public, à Roxton Falls susdit, le 2 juin 1889, par le dit Charles McGrail à Thomas McGrail ;

(e) Acte de dissolution de société et cession de droits, par John Massé au dit Thomas McGrail, exécuté devant le dit Marcoux, notaire, à Roxton Falls susdit, le 7 avril 1892 ;

(f) Contrat de vente exécuté devant le dit Marcoux, notaire, à Roxton Falls susdit, le 30 décembre 1892, par Edouard Bousquet au dit Thomas McGrail ;

(g) Le testament solennel du dit feu Thomas McGrail, exécuté devant J. L. Lafontaine, notaire public et témoins, à Roxton Falls susdit, le 22 février 1900 ;

(h) Déclaration par la dite dame Anna Beaubien du décès de son époux, le dit feu Thomas McGrail, exécuté devant J. S. Beaudet, notaire public, à la dite ville d'Acton, le 31 juillet, 1907, par et en

Claims must be filed at my office within one month from this date.

A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street,
Montreal, 10th April, 1909.

1674

Notice

Notice is hereby given that the undersigned, Augustin Omer Paré, accountant, of the village of Warwick, the liquidator appointed to the company hereinafter mentioned, that at a general meeting of the shareholders of the Warwick Glove, Mitt & Shoe Co., a joint stock company, duly incorporated and registered, held in the office of the company, at Warwick, the twenty seventh day of March instant, it was resolved by the shareholders, representing the two thirds of the capital of the company, that the latter would go into voluntary liquidation and be dissolved.

In testimony whereof I signed at Warwick aforesaid, the twenty ninth day of March, nineteen hundred and nine.

A. O. PARÉ,
Liquidator.

1650

Ratification

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 356.

Dame Anna Beaubien, of the town of Acton, in the district of Saint Hyacinthe, widow and universal legatee in ownership of the late Thomas McGrail, in his lifetime of the township of Roxton, in the district of Bedford, Applicant.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Bedford, the following deeds, titles and documents, to wit :

(a) A deed of sale executed between the British American Land Company and said late Thomas McGrail, *sous seing privé*, on the 14th day of January, 1859 ;

(b) Last will and testament of the late Dame Elizabeth Murray, wife of Charles McGrail, senior, executed before S. Lapalme, notary public, at the village of Roxton Falls, in the district of Bedford, on the 29th day of October, 1884 ;

(c) Deed of sale executed at Roxton Falls aforesaid, on the 11th day of April, 1889, by Charles McGrail, junior, to Charles McGrail, senior ;

(d) Deed of sale executed before H. Marcoux, notary public, at Roxton Falls aforesaid, the second day of June 1889, by said Charles McGrail, senior, to Thomas McGrail ;

(e) Deed of dissolution of partnership and cession of rights, by John Massé to said Thomas McGrail, executed before said Marcoux, notary, at Roxton Falls aforesaid, on the 7th day of April, 1892 ;

(f) Deed of sale executed before said Marcoux, notary, at Roxton Falls aforesaid, the 30th day of December, 1892, from Edouard Bousquet to said Thomas McGrail ;

(g) Last will and testament of said late Thomas McGrail, executed before J. L. Lafontaine, notary public and witnesses, at Roxton Falls aforesaid, on the 22nd day of February, 1900 ;

(h) Declaration by the said dame Anna Beaubien of the death of her husband, the said late Thomas McGrail, executed before J. S. Beaudet, notary public, at the said town of Acton, on the 31st day

vertu des susdits contrats, titres, documents et du dit testament solennel du dit feu Thomas McGrail, produits et déposés au greffe du susdit protonotaire de cette cour, la dite dame Anna Beaubien est devenue et est propriétaire, entre autres, des lots de cadastre numérotés 442 à 515, inclusivement, 522, 524, 525, 526, 527 et 562, des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Roxton Falls, et possédés par la dite dame Anna Beaubien et son époux, le dit feu Thomas McGrail, comme propriétaires pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles immédiatement avant l'enregistrement des susdits contrats, titres et documents, en vertu desquels les dits lots de terre ont été acquis par la dite dame Anna Beaubien, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le onzième jour de mai prochain, à dix heures de l'avant-midi, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit en ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

(Signé LEONARD & NOYES,
(Vraie copie) P. C. S.
Leonard & Noyes, P. C. S.
Sweetsburg, 22 mars 1909. 1469-2
[Première publication, 27 mars 1909.]

Ventes par le Sherif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Shefford.

Province of Quebec, } **LA BANQUE DES CAN-**
District of Bedford. } **TONS DE L'EST**, corps
No 7753 } politique et dûment incorporé par la loi, ayant son principal bureau dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, et ayant une succursale et faisant affaires dans la ville de Waterloo, dans le comté de Shefford et district de Bedford, Demanderesse; contre les terres et tenements de **JOHN HOULE**, du canton de Stukely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, Défendeur.

La moitié est du lot numéro quatre (4), dans le dixième (10) rang, arpentage primitif, du canton d'Ely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Ely, sous le numéro huit cent trente et un (831)—avec toutes les améliorations, et contenant cent acres en superficie, plus ou moins; borné à l'est et au nord par des chemins publics, à l'ouest par les lots 829 et 830, et au sud par le lot 828.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, à Valcourt ainsi appelé, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le QUATRIÈME jour de de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,
Bureau du Sherif, Sherif
Sweetsburg, 15 mars 1909 1345.2
Première publication, 20 mars 1909.]

of July, 1907, by virtue of which deeds, titles, documents and said last will and testament of said late Thomas McGrail, produced and deposited in the office of said prothonotary of said court, in said district of Bedford, the said dame Anna Beaubien became and is the owner, among other properties, of cadastral lots numbers 442 to 515 inclusive, 522, 524, 525, 526, 527 and 562, of the official plan and book of reference of the said village of Roxton Falls, and which was possessed by the said dame Anna Beaubien and by her said husband, said late Thomas McGrail, as proprietors for more than three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveables, or any of them, immediately before the registration of said deeds, titles and documents, by which the said lots were acquired by the said dame Anna Beaubien, are hereby notified that application will be made to the said court, at the court house, in the village of Sweetsburg, in said district of Bedford, on the eleventh day of May next, at the hour of ten of the clock in the forenoon, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

(Signed) LEONARD & NOYES,
(True copy) P. S. C.
Leonard & Noyes, P. S. C.
Sweetsburg, 22nd March, 1909. 1470
[First published, 27th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Shefford.

Province of Quebec, } **THE EASTERN TOWN-**
District of Bedford. } **SHIPS BANK**, a body
No. 7752. } corporate and politic, duly incorporated by law, having its head office at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and having a branch office and doing business at the town of Waterloo, in the county of Shefford and district of Bedford, Plaintiff; against the lands and tenements of **JOHN HOULE**, of the township of Stukely, in the county of Shefford and district of Bedford, Defendant.

The east half of lot number four (4), in the tenth (10) range of the primitive survey of the township of Ely, in the county of Shefford and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Ely, as number eight hundred and thirty one (831)—with all improvements thereon, and containing one hundred acres in superficies, more or less; bounded east and north by public roads, west by lots 829 and 830, and south by lot 828.

To be sold at the parish church door of Saint Joseph d'Ely, at Valcourt so called, in the county of Shefford and district of Bedford, on the FOURTH day of MAY next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 15th March, 1909. 1346
First published, 20th March, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **THE OGILVIE FLOUR**
District de Bedford, } **MILLS COMPANY,**
No. 720. } LIMITED, corps politique et

incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de JOSEPH LEOPOLD LAMOUREUX, de Stanbridge Station, dans le district de Bedford, Défendeur.

Ce morceau de terre avec toutes les améliorations, décrit comme suit, à savoir :

1° Ce morceau de terre de forme irrégulière, formant partie du lot numéro neuf, dans le neuvième rang, arpentage primitif, du canton de Stanbridge, district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous le numéro quatre cent seize (416); borné au nord-est par le No 1164, au sud par la rue Principale, à l'ouest par le numéro 417, et contenant huit cent vingt-huit pieds en superficie.

2° Ce morceau de terre de forme irrégulière, formant partie du lot neuf, dans le neuvième rang, arpentage primitif, du canton de Stanbridge, district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous le numéro quatre cent dix-sept (417); borné au nord-est par le numéro 1164, au sud par la rue Principale, à l'est par le numéro 416, et à l'ouest par le numéro 418, et contenant cinq mille deux cent quatre-vingt-six pieds en superficie.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Missisquoi, dans la ville de Bedford et district de Bedford, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif,

Sweetsburg, 11 mars 1909.

[Première publication, 20 mars 1909.]

Shérif.
1299.2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } **THE OGILVIE FLOUR**
District of Bedford, } **MILLS COMPANY,**
No. 720. } LIMITED, a body politic and

corporate, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH LEOPOLD LAMOUREUX, of Stanbridge Station, in the district of Bedford, Defendant.

That certain piece of land with all improvements thereon described as follows, to wit

That piece of land of irregular figure, forming part of lot number nine, in ninth range, primitive survey in the township of Stanbridge, district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, as number four hundred and sixteen (416); bounded north east by No. 1164, south by Main street, west by number 417, and containing eight hundred and twenty eight superficial feet.

2. That piece of land of irregular figure, forming part of lot nine, in ninth range, primitive survey, of the township of Stanbridge, district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, as number four hundred and seventeen (417); bounded north east by number 1164, south by Main street, east by number 416, and west by number 418, and containing five thousand two hundred and eighty superficial feet.

To be sold at the registry office for the county of Missisquoi, in the town of Bedford and district of Bedford, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office.

Sweetsburg, 11th March, 1909.

[First published, 20th March, 1909.]

Sheriff.
1300

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Chicoutimi, à savoir :

No 1952. } **G. GEORGES ST. PIERRE,**
N. P., curateur; contre
PIERRE BELLEY, failli, de Chicoutimi.

Un terrain ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous le numéro onze cent un (1101), lequel mesure soixante pieds de largeur du nord-ouest au sud-est et cinquante pieds de profondeur du nord-est au sud-ouest, et est borné au sud-est partie au terrain de Isaac Jobin, fils, et partie au terrain de Edmond Bergeron ou leurs représentants, au sud-ouest au terrain de William Tremblay, au nord-ouest par une ruelle de quinze pieds de largeur, et au nord-est par une autre ruelle de vingt pieds de largeur, avec droit d'usage de ces deux rues pour communiquer au chemin public—et avec toutes bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, à Chicoutimi, le ONZIEME jour du mois de MAI prochain, 1909, à DIX heures de l'avant-midi.

THOMAS BOSSE,

Bureau du Shérif,

Chicoutimi, 5 avril 1909.

[Première publication, 10 avril 1909.]

Député Shérif.
1679

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATORS WARRANT.

Chicoutimi, to wit :

No. 1952. } **G. GEORGES ST. PIERRE,**
N. P., curator; against
PIERRE BELLEY, insolvent, of Chicoutimi.

A lot or emplacement forming portion of the lot known and designated on the official cadastre of the town of Chicoutimi, under the number eleven hundred and one (1101), measuring sixty feet in width from north west to south east and fifty feet in depth from north east to south west, and is bounded on the south east, partly by the lot of Isaac Jobin, junior, and partly by the lot of Edmond Bergeron or their representatives, on the south west by the lot of William Tremblay, on the north west by a lane fifteen feet wide, and on the north east by another lane twenty feet wide, with the right of using such two lanes to communicate with the public road—and with all the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the court house, at Chicoutimi, the ELEVENTH day of the month of MAY next, 1909, at TEN o'clock in the forenoon.

THOMAS BOSSE,

Sheriff's office.

Chicoutimi, 5th April, 1909.

[First published, 10th April, 1909.]

Deputy sheriff.
1680

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Montreal.

Chicoutimi, à savoir : } **D**USAULT CIE, LIMITEE,
No 21822. } corps incorporé, ayant
sa place d'affaires dans la ville de Joliette, district
de Joliette, Demanderesse; contre **LES HERI-**
TIERs de William Fleury, de Hébertville, district
de Chicoutimi, Défendeurs.

1° Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-deux (32), du cadastre officiel du septième rang du canton Delisle, de la contenance de cent acres, plus ou moins, en superficie—sans bâtisses;

2° Un terrain ou emplacement situé en la dite paroisse de Saint-Cœur-de-Marie, mesurant quarante-cinq pieds de largeur sur cent dix pieds de profondeur, plus ou moins; borné au nord par le chemin Archambault, à l'est par le terrain de la fabrique, au sud par Joseph Gagné, et à l'ouest par l'emplacement d'Esdras Tremblay; lequel terrain est connu et désigné sous le numéro vingt-six C (26 C) du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Delisle susdit—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de Saint-Cœur-de-Marie, canton Delisle, le DOUZIEME jour du mois de MAI prochain.

O. BOSSE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 3 avril 1909.Shérif.
1677

[Première publication, 10 avril 1909.]

Cour de Circuit pour le comté du Lac Saint Jean,
siégeant à Hébertville.

Chicoutimi, à savoir : } **J**OSEPH ANGERS &
No 351. } **S**TANLEY TREM-
BLAY, tous deux marchands, du village d'Hébert-
ville Station, y faisant affaires en société sous la
raison sociale de "Angers & Tremblay", Deman-
deurs; contre **CYRILLE GOSSELIN**, boulanger,
du même lieu, Défendeur.

Un terrain et emplacement situé au village d'Hébertville Station, faisant partie du lot No sept A (part 7a) du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Labarre, mesurant 55 pieds de front sur cent pieds de profondeur; borné à l'est par Israël Paradis, au nord à la rue privée, au sud et à l'ouest à Onésime Couture—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à DIX heures de l'avant midi, à la porte de l'église de la Station d'Hébertville, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL 1909.

THOMAS BOSSE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 15 mars 1909.Député Shérif.
1371.2

[Première publication, 20 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure.—New Carlisle.

Canada, } **J**OSEPH A MYOT,
Province de Québec, } marchand en gros, des
District de Gaspé, } cité et district de Québec,
Comté de Bonaventure. } Demandeur; contre les
No 999. } meubles et immeubles,
terres et tenements de **SAMUEL ALEXANDER**
HUARD, marchand, de l'endroit appelé L'Anse
aux Gascons, dans le comté de Bonaventure, dans
le district de Gaspé, Défendeur.

1° Un morceau ou une partie de terre dans le premier rang de L'Anse aux Gascons, étant la moi-

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—Montreal.

Chicoutimi, to wit : } **D**USAULT CIE, LIM TEE,
No. 21822. } body incorporated, having
its place of business in the town of Joliette, dis-
trict of Joliette, Plaintiff; against **THE HEIRS** of
William Fleury, of Hébertville, district of Chicou-
timi, Defendants.

1. The lot of land known and designated under the number thirty two (32), of the official cadastre of the seventh range of the township Delisle, containing one hundred acres, more or less, in superficies—without buildings.

2. A lot or emplacement situate in the parish of Saint Cœur de Marie, measuring forty five feet in width by one hundred and ten feet in depth, more or less; bounded on the north by the Archambault road, on the east by the land of the Fabrique, on the south by Joseph Gagné, and on the west by the lot of Esdras Tremblay, and known and designated under the number twenty six C (26 C), of the official cadastre for the second range of the township Delisle aforesaid—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the church door of Saint Cœur de Marie, township Delisle, the TWELFTH day of the month of MAY next.

O. BOSSE.

Sheriff's Office.
Chicoutimi, 3rd April, 1909.Sheriff.
1678

[First published, 10th April, 1909.]

Circuit Court for the county of Lake Saint John,
sitting at Hébertville.

Chicoutimi, to wit : } **J**OSEPH ANGERS &
No. 351. } **S**TANLEY TREM-
BLAY, both merchants, of the village of Hébert-
ville Station, there doing business in co-partnership,
under the firm name of "Angers & Tremblay",
Plaintiffs; against **CYRILLE GOSSELIN**, baker,
of the same place, Defendant.

A piece of land or lot situate in the village of Hébertville Station, forming part of lot No seven A (part 7a), of the official cadastre for the second west range of the township Labarre, measuring 55 feet in front by one hundred feet in depth; bounded on the east by Israël Paradis, on the north by the private road, on the south and west by Onésime Couture—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of Hébertville Station, the TWENTY SECOND day of APRIL, 1909.

THOMAS BOSSE.

Sheriff's Office.
Chicoutimi, 15th March, 1909.Deputy Sheriff.
1372

[First published, 20th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.—New Carlisle.

Canada, } **J**OSEPH A MYOT,
Province of Québec, } wholesale merchant,
District of Gaspé, } of the city of Québec,
County of Bonaventure. } in the district of Que-
bec, Plaintiff; against
No. 999. } the goods and chattels and lands and tenements of
SAMUEL ALEXANDER HUARD, merchant, of
the place called L'Anse aux Gascons, in the county
of Bonaventure, in the district of Gaspé, Defendant.

1. A certain piece or portion of land in the first range of L'Anse aux Gascons, being half an acre of

tié d'un acre de terre de front sur vingt-cinq acres de profondeur, plus ou moins; borné en front par le chemin du Roi, au nord et à l'est par S. A. Huard, à l'ouest par Prudent Huard, connu comme lot No 385a, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du canton de Port Daniel, dans le comté de Bonaventure—avec les bâties sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Une partie de terre dans le premier rang de L'Anse aux Gascons, ayant quarante-six pieds de front sur la profondeur qui peut y avoir du chemin du Roi à la Baie des Chaleurs; bornée au sud par la Baie des Chaleurs, au sud par le chemin du Roi, à l'est par Charles Robin Collas & Co, à l'ouest par S. A. Huard, étant connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du canton de Port Daniel, comme partie de No. 386—sans bâties.

3° Un autre lot de terre dans le premier rang de L'Anse aux Gascons, étant la moitié d'un acre de front sur trente-trois acres et un tiers de profondeur; borné en front par la Baie des Chaleurs, à l'ouest par les lots de cadastre Nos 385 et 385a, au nord par le deuxième rang, à l'est par les lots de cadastre Nos 387 et 388, contenant 26 70/100 acres—avec maison, magasin, grange et toutes les bâties sus-érigées, le susdit lot étant connu sous le No 386, du cadastre officiel et au livre de renvoi du canton de Port Daniel, dans le dit comté de Bonaventure.

Ce dit lot en troisième lieu décrit, pour être vendu sujet aux charges mentionnées dans un certain acte de donation passé le septième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-sept, et dûment enregistré le six avril dix-huit cent quatre-vingt-sept.

Les susdites procédures sont continuées au nom du créancier saisissant et aux frais de "The Quebec Preserving Company", un jugement créancier dont le bref a été noté sur le bref No 999, Joseph Amyot versus S. A. Huard, le dit bref portant le No 1013, des records de la cour supérieure à New-Carlisle, dans lequel "The Quebec Preserving Co" est demanderesse contre S. A. Huard, défendeur, le tout conformément à l'article 712 du code de procédure civile.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Germaine de L'Anse aux Gascons, MERCREDI, le DOUZIEME jour de MAI mil neuf cent neuf, à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif, Shérif.
New-Carlisle, 3 avril 1909. 1675
[Première publication, 10 avril 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit.

Canada, } ALFRED CARCAUD,
Province de Québec, } JOSHUA MOU-
District de Gaspé, } RANT ET ADOLPHUS
Comté de Bonaventure. } DE GRUCHY SUTTON,
No 99. } tous de l'île de Jersey, en
Europe, marchands et associés, faisant affaires comme tels à l'aspébiac dans le comté de Bonaventure et ailleurs dans la Puissance du Canada, sous les nom et raison de "LeBoutillier Brothers," Demandeurs; contre les biens et effets, terres et tenements de RAPHAEL AUBUT, fils de Germain, de Nouvelle, dans le canton de Hope, dans le susdit comté de Bonaventure, pêcheur et cultivateur, Défendeur.

Un lot de terre étant partie du lot primitif No 16, dans le troisième rang du canton de Hope; borné en front par le chemin de front, à l'est par le lot de cadastre No 640, au nord par le chemin du quatrième rang, et à l'ouest par le lot de cadastre No 642, mesurant une chaîne et quarante-trois chaînons de front sur quatre-vingt-deux chaînes de profondeur, contenant 0 21/4 acres et trois quarts (11 3/4) d'un acre en superficie, maintenant connu au livre de renvoi pour le dit canton de Hope, sous le

land in front by twenty five acres in depth, more or less; bounded in front by the King's highway, on the north and east by S. A. Huard, on the west by Prudent Huard, known as lot No 385a, on the cadastre and official book of reference of the township Port Daniel, in the county of Bonaventure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A certain portion of land in the first range of L'Anse aux Gascons, being forty six feet in front by the depth that there may be from the King's highway to the Baie des Chaleurs; bounded on the south by the Baie des Chaleurs, on the north by the King's highway, on the east by Charles Robin Collas & Co., on the west by S. A. Huard, being known on the cadastre and book of reference of the township of Port Daniel, as part of No. 386—without buildings.

3. Another lot of land on the first range of L'Anse aux Gascons, being half an acre in front by thirty three and one third acres in depth; bounded in front by the Baie des Chaleurs, on the west by cadastral lots Nos. 385 and 385a, on the north by the second range, on the east by cadastral lots Nos. 387 and 388, containing 26 70/100 acres—with house, shop, barn and all buildings thereon erected, the said above lot being known under the No. 386, of the official cadastre and book of reference of the township of Port Daniel, in the said county of Bonaventure.

This said last lot as third described, to be sold subject to the charges mentioned in a certain deed of gift passed on the seventh day of January, one thousand eight hundred and eighty seven, and duly registered on the sixth of April, eighteen hundred and eighty seven.

The above proceedings are continued in the name of the seizing creditor and at the cost of the Quebec Preserving Company, a judgment creditor whose writ has been noted on writ No. 999, Joseph Amyot versus S. A. Huard, the said writ bearing No. 1013, of the record of the superior court at New Carlisle, wherein Quebec Preserving Co is plaintiff against S. A. Huard, defendant, the whole in accordance with article 712 of the code of civil procedure.

To be sold at the parochial church door of Sainte Germaine de L'Anse aux Gascons, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of MAY, one thousand nine hundred and nine, at the hour of ELEVEN o'clock in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Shérif.
New Carlisle, 3rd April, 1909. 1676
[First published, 10th April, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Circuit Court.

Canada, } ALFRED CARCAUD
Province of Quebec, } JOSHUA MOU-
District of Gaspé, } RANT AND ADOLPHUS
County of Bonaventure. } DEGRUCHY SUTTON,
No. 99. } all of the island of Jersey,
in Europe, merchants and copartners, carrying on as such trade and commerce, at Paspébiac, in the county of Bonaventure, and elsewhere in the Dominion of Canada, under the name and firm of LeBoutillier Brothers, Plaintiffs; against the goods and chattels, lands and tenements of RAPHAEL AUBUT, son of Germain, of Nouvelle, in the township of Hope, in the county of Bonaventure aforesaid, fisherman and farmer, Defendant.

A lot of land being part of the primitive lot No. 16, in the third range of the township of Hope; bounded in front by the front road, on the east by the cadastral lot No. 640, on the north by the road of the fourth range and on the west by cadastral lot No. 642, measuring one chain and forty three links in front by eighty two chains in depth, containing eleven acres and three quarters of an acre (11 3/4) in superficies, and now known on the book of reference for the said township of Hope, under

numéro de cadastre 641—avec les bâties sur-
érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Godfroi de la Nouvelle, le TROISIEME
(3e) jour de MAI prochain, à ONZE heures de
l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif.

Shérif, C. B.

New Carlisle, 13 mars 1909.

1341.2

[Première publication, 20 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit, pour le district d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **FRIDOLIN VANCHES-**
No 2777. } **TEING**, boulanger, de

la paroisse de Saint-Michel-Archange, dans le district
d'Iberville, Demandeur ; contre les terres et
tenements de **JEAN-BAPTISTE PAYANT DIT**
MONTCALM, du même lieu, Défendeur.

Un lopin de terre sis et situé sur le Grand Rang,
en la paroisse de Saint Michel-Archange, dans le
district d'Iberville, connu et désigné aux plan et
livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-
Michel-Archange, sous les numéros deux cent
quinza, deux cent dix-sept et deux cent dix-huit
(Nos 215, 217 et 218)—avec une maison, grange et
autres bâties dessus construites.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église
paroissiale de la dite paroisse de Saint-Michel-
Archange, le VINGTIEME jour d'AVRIL pro-
chain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND.

Bureau du shérif,

Shérif.

Saint-Jean, 16 mars 1909.

1355.2

[Première publication, 20 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **DELMAR RICARD**, failli ;
No 4257. } **A** et **E. G. PICHE**, sur-
tuteur.

1° Un immeuble situé en la paroisse de Sainte-
Julienne, connu et désigné sous le numéro cent
soixante cinq (165), des plan et livre de renvoi
officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-
Julienne—avec bâties dessus construites.

2° Un immeuble situé en la dite paroisse de
Sainte-Julienne, connu et désigné sous le numéro
cent soixante et deux (162), des plan et livre de
officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-
Julienne—avec bâties dessus construites, à dis-
traire cependant, du dit lot de terre une lisière de
terrain de quatre pieds de largeur, sur côté ouest
du dit lot ; la vente du dit lot sera faite à la charge
en faveur du lot de M. P. Daigneault, du droit de
vue sur le reste du dit No 162, et du droit de mettre
galeries et balcons, le tout en conformité à l'acte

the cadastral No. 641—with the buildings thereon
erected, circumstances and dependancies.

To be sold at the parochial church door of Saint
Godfroi de la Nouvelle, on THIRD (3rd) day of
MAY now next, ensuing at ELEVEN in the fore-
noon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office,

Sheriff, C. B.

New Carlisle, 13rd March, 1909.

1342

[First published, 20th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court for the district of Iberville.

Saint John, to wit : } **FRIDOLIN VANCHES-**
No. 2777. } **TEING**, baker, of the

parish of Saint-Michel-Archange, in the district of
Iberville, Plaintiff ; against the lands and tenements
of **JEAN BAPTISTE PAYANT ALIAS MONT-**
CALM, of the same place, Defendant.

A piece of ground lying and situate on the Grand
Rang, in the parish of Saint Michel Archange, in
the district of Iberville, known and designated on
the official plan and book of reference of the said
parish of Saint Michel Archange, under the num-
bers two hundred and fifteen, two hundred and
seventeen and two hundred and eighteen (Nos 215,
217 and 218— with a house, barn and other build-
ings thereon erected.

To be sold en bloc at the parochial church door of
the said parish of Saint Michel Archange, on the
TWENTIETH day of APRIL next, at ELEVEN
of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office,

Sheriff.

Saint Johns, 16th March, 1909.

1356

[First published, 20th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **DELMAR RICARD**, insol-
No. 4257. } **A** vent ; and **E. G. PICHE**,
curator.

1. An immoveable situate in the parish of Sainte
Julienne, known and described by the number one
hundred and sixty five (165) on the official plan
and book of reference of the cadastre of the said
parish of Sainte-Julienne—with buildings thereon
erected.

2. An immoveable situate in the said parish of
Sainte-Julienne, known and described by the number
one hundred and sixty two (162), on the official
plan and book of reference of the cadastre of the
parish of Sainte-Julienne—with buildings thereon
erected, to withdraw, however, from the said lot of
land a strip of land four feet wide, on the west
side of the said lot ; the sale of the said lot shall be
made subject to the charge in favor of the lot of
Mr. P. Daigneault, of a right of view on the
remainder of the said lot No. 162, and on the right

constitutif de la dite servitude auquel acte il est référé.

3° Un immeuble situé en la paroisse de Sainte-Julienne, étant la moitié sud-ouest de moitié nord-est du lot de terre numéro trois cent soixante-treize (373), du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Julienne, contenant le dit terrain environ neuf (9) acres en superficie.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Julienne, le QUATORZIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 8 mars 1909.

Shérif.
1225.2

[Première publication, 13 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRÉS** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **EMILE LAROCHELLE**,
No 4162. } fils de Charles, cultivateur, de la paroisse de Saint-Arsène, Demandeur ; contre **EMILE LAROCHELLE**, fils d'Hérode, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

1° Les lots de terre maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour la paroisse de Saint-Arsène, sous les numéros deux cent vingt-huit, deux cent trente et deux cent trente-un (228, 230-231)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Les lots de terre maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour la dite paroisse de Saint-Arsène, sous les numéros deux cent vingt-neuf, deux cent trente-deux, deux cent trente-trois et quatre cent treize (229-232-233 et 413)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en deux lots à la porte de l'église de Saint-Arsène, le DOUZIEME jour de MAI 1909, à DIX heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du Shérif,
Fraserville, 7 avril 1909.

Shérif.
1701

[Première publication, 10 avril 1909.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRÉS** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ROUER ROY**, de Mont-
No 1140. } réal, y faisant affaires seul, comme marchand de bois, bestiaux, foin, grain, etc., sous la raison sociale de Roy & Cie, Demandeur ; contre les terres et tenements de J. N. LABELLE, de Verdun, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro

to place galleries and balconies, the whole in conformity with the constitutive deed of the said servitude to which deed reference is made.

3. An immovable situate in the parish of Sainte-Julienne, being the south west half of half of the north east half of the lot of land number three hundred and seventy three (373), of the cadastre of the said parish of Sainte-Julienne, containing the said lot about nine (9) acres in superficies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Julienne, the FOURTEENTH day of the month of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 8th March, 1909.

Sheriff.
1226

[First published, 13th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **EMILE LAROCHELLE**,
No. 4162. } son of Charles, farmer, of the parish of Saint-Arsène, Plaintiff ; against **EMILE LAROCHELLE**, son of Herode, farmer, of the same place, Defendant.

1. The lots of land now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Témiscouata, for the parish of Saint-Arsène, under the numbers two hundred and twenty eight, two hundred and thirty, and two hundred and thirty one (228-230-231)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lots of land now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Témiscouata, for the said parish of Saint-Arsène, under the numbers two hundred and twenty nine, two hundred and thirty two, two hundred and thirty three and four hundred and thirteen (229-232-233 and 413)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in two lots at the church door of Saint-Arsène, the TWELFTH day of MAY, 1909, at TEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office,

Fraserville, 7th April, 1909.

Sheriff.
1702

First published, 10th April, 1909.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **ROUER ROY**, of Montreal,
No. 1140. } there doing business alone as a dealer in wood, cattle, hay, grain, &c., under the style and firm of "Roy & Cie," Plaintiff ; against the lands and tenements of J. N. LABELLE, of Verdun, district of Montreal, Defendant.

A lot of land known and designated under the

trois mille quatre cent six, subdivision cent deux (subd. 102 du numéro officiel 3406), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, (Verdun), dans le comté d'Hochelaga; borné en front vers le sud-est par le No 3406-100, étant une rue, en arrière vers le nord-ouest par le No 3406-15, étant une ruelle, d'un côté au nord-est par le lot No 3406-101, et de l'autre côté vers le sud-ouest par le lot No 3406-103, mesurant vingt pieds de largeur par cent cinq pieds de longueur, et contenant deux mille six cent vingt-cinq (2625) pieds en superficie, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus érigées

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 7 avril 1909. 1721
[Première publication, 10 avril 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MARY LOVINA
No 2757. } JOHNSON, de la ville de Saint-Paul, dans le district de Montréal, fille majeure, Demanderesse; contre les terres et tenements de DAME MARY JANE ALLUM, de la ville de Montréal-Ouest, dans le district de Montréal, épouse de Herbert Fawcett Hartland, du même lieu, gérant, et le dit Herbert Fawcett Hartland, dans le but d'autoriser sa dite épouse, Défenderesse.

Ce lot de terre dans la dite ville de Montréal-Ouest, étant la subdivision numéro vingt-six, du lot connu et désigné sous le numéro cent trente-huit, des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Montréal, contenant cent pieds de largeur sur une profondeur de cent cinquante-quatre pieds du côté nord-ouest, et cent pieds trois pouces sur le côté sud-est, et une superficie de douze mille sept cent trente-trois pieds, mesure anglaise, plus ou moins; borné du côté nord-est par l'avenue Fenwick, du côté sud-ouest par l'avenue Easton, du côté sud-est par la subdivision vingt-cinq, et au nord-ouest par la subdivision vingt-sept—circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 6 avril 1909. 1719
[Première publication, 10 avril 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GEORGE HANRATTY,
No 42. } des cité et district de Montréal, commis, Demandeur; contre les terres et tenements de JAMES W. WITHEL, de Westmount, dit district, et ARCHER ROSS PRENDERGAST, des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit James W. Withel, l'immeuble suivant, avoir:

Un carré de terre situé dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal, mesurant vingt-deux (22) pieds de front sur l'avenue Mount Pleasant, sur cent (100) pieds de profondeur le long de l'avenue Holton, le dit carré de terre étant composé des parties nord-ouest des quatre lots connus sous les Nos 62, 63, 64, 65, du lot de subdivision No 1, de la subdivision du lot officiel connu et décrit aux plan et livre de renvoi de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le No 374, lesquelles parties des dits quatre lots mesurant chacune 25 pieds de front sur la rue High (Holton avenue) sur 22 pieds de profondeur, le dit carré formant le coin de l'avenue Mount Pleasant et l'avenue Holton, et

number three thousand four hundred and six subdivision one hundred and two (sub. 102, of official number 3406), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, (Verdun), in the county of Hochelaga; bounded in front on the south-east, by the No. 3406-100, being a street, in the rear on the north west by the No. 3406-15, being a lane, or one side to the north east, by the lot No. 3406-101, and on the other side to the south west by the lot No. 3406-103, measuring twenty feet in depth by one hundred and five feet in length, and containing two thousand six hundred and twenty five (2625) feet in superficies, english measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 7th April, 1909. 1722
[First published, 10th April, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MARY LOVINA
No. 2757. } JOHNSON, of the town of Saint Paul, in the district of Montreal, spinster of full age of majority. Plaintiff; against the lands and tenements of DAME MARY JANE ALLUM, of the town of Montreal West, in the district of Montreal, wife of Herbert Fawcett Hartland, of the same place, manager, and the said Herbert Fawcett Hartland, for the purpose of authorizing his said wife, Defendant.

That certain lot of land in the said town of Montreal West, being subdivision number twenty six, of the lot known and designated as number one hundred and thirty eight, of the official plan and book of reference for the parish of Montreal, containing one hundred feet in width by a depth of one hundred and fifty four feet on the north west side, and one hundred feet three inches on the south east side, and a superficial area of twelve thousand seven hundred thirty three feet, english measure, and more or less; bounded on the north east side by Fenwick avenue, on the south west side by Easton avenue, on the south east side by subdivision twenty five, and on the north west by subdivision twenty seven—with circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 6th April, 1909. 1720
[First published, 10th April, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GEORGE HANRATTY, of
No. 42. } the city and district of Montreal, clerk, Plaintiff; against the lands and tenements of JAMES W. WITHEL, of Westmount, said district, and ARCHER ROSS PRENDERGAST, of the city and district of Montreal, Defendant.

Seized as belonging to the said James W. Withel, the following immoveable, to wit:

A block of land situate in the city of Westmount, in the district of Montreal, measuring twenty two (22) feet in frontage on Mount Pleasant avenue, by one hundred (100) feet in depth along Holton avenue, the said block of land being composed of the north westerly portions of the four lots known as Nos 62, 63, 64, 65, of the subdivision lot No. 1, of the subdivision of the official lot known and described on the plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the No. 374, which portions of said four lots measures each 25 feet in frontage on High street (Holton avenue) by 22 feet in depth, said block forming the corner of Mount Pleasant Avenue and Holton

étant borné d'un côté par la dite avenue Holton et de l'autre côté par le résidu de chacun des dits quatre lots et en arrière par une partie du lot No 61 de la dite subdivision—avec les bâisses sus-érigées, portant le numéro civique 465, avenue Mont Plaisant, et avec le droit de passage en commun avec les autres personnes dans la ruelle de dix pieds de largeur en arrière, étant la partie est de la subdivision No 62 sur 66 pieds de profondeur, courant sud-est jusqu'à la ruelle ci-dessus mentionnée, et aussi jusqu'à la ruelle connue comme subdivision 56, mais sans aucun droit de l'encombrer.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,

Montréal, 7 avril 1909.

[Première publication, 10 avril 1909.]

Député Shérif.

1717

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **L** ESSYNDICS D'ECOLES No 16735. **P**OUR LA MUNICIPALITE DE LA VILLE DE SAINT PAUL, comté d'Hochelaga, district de Montréal, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la dite ville de Saint-Paul, Demandeurs ; contre les terres et tenements de H. LUSSMAN, de la susdite ville de Saint-Paul, Défendeur.

1° Un lot de terre vacant sis et situé en la ville Saint-Paul, dans le district de Montréal, connu sous le numéro deux cent trente-sept (237), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille quatre cent sept (3407) ; borné en front par la rue York.

2° Un lot de terre vacant sis et situé en la ville Saint-Paul, dans le district de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent trente-huit (238), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille quatre cent sept (3407) ; borné en front par la rue York.

3° Un lot de terre vacant sis et situé en la ville Saint-Paul, dans le district de Montréal, connu sous le numéro deux cent trente-neuf (239), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille quatre cent sept (3407) ; borné en front par la rue York.

4° Un lot de terre vacant sis et situé en la ville Saint-Paul, dans le district de Montréal, connu sous le numéro deux cent quarante (240), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille quatre cent sept (3407) ; borné en front par la rue York.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,

Montréal, 7 avril 1909.

[Première publication, 10 avril 1909.]

Député Shérif.

1723

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **G** EORGES LEBEL, com- No 1088. **M**erçant de bois, et **H**UBERT FORGUES, entrepreneur menuisier, tous deux de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, et y faisant affaires ensemble et en société, comme commerçants et entrepreneurs, sous la raison sociale de "Lebel & Forgues", Demandeurs ;

avenue, and being bounded on one side by said Holton avenue, and on the other side by the residue of each of said four lots, and in rear by a portion of lot No. 61 of said subdivision—with the buildings thereon erected, being the civic No. 465. Mount Pleasant avenue, and with the rights of passage in common with others in the lane of 10 feet in width in rear, being the easterly portion of subdivision No 62 of 66 feet in length, running south easterly to the lane next mentioned, and also to the lane known as subdivision 56, but with no right to encumber the same.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office.

Montreal, 7th April, 1909.

[First published, 10th April, 1909.]

Sheriff.

1718

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **T**HE SCHOOL TRUSTEES No. 16735. **F**OR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF SAINT PAUL county of Hochelaga, district of Montreal, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and chief place of business in said town of Saint Paul, Plaintiffs ; against the lands and tenements of H. LUSSMAN, of the town of Saint Paul aforesaid, Defendant.

1. A lot of vacant land lying and situate in the town of Saint Paul, in the district of Montreal, known under the number two hundred and thirty seven (237), of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number three thousand four hundred and seven (3407) ; bounded in front by York street.

2. A vacant lot of land being and situate in the town of Saint Paul, in the district of Montreal, known and designated under the number two hundred and thirty eight (238), of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number three thousand four hundred and seven (3407) ; bounded in front by York street.

3. A vacant lot of land being and situate in the town of Saint Paul, in the district of Montreal, known under the number two hundred and thirty nine (239), of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number three thousand four hundred and seven (3407) ; bounded in front by York street.

4. A vacant lot of land lying and situate in the town of St. Paul, in the district of Montreal, known under the number two hundred and forty (240), of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number three thousand four hundred and seven (3407) ; bounded in front by York street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTEENTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office.

Montreal, 7th April, 1909.

[First published, 10th April, 1909.]

Deputy Sheriff.

1724

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **G** EORGES LEBEL, lumber No. 1088. **D**ealer, and **H**UBERT FORGUES, master joiner, both of the town of Saint Louis, district of Montreal, and there doing business together and in partnership, as traders and contractors, under the firm name of "Lebel & Forgues", Plaintiffs ; against the lands and tene-

contre les terres et tènements de DAME VICTORIA GOUGEON, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Olier Jutra, agent, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

1. Un lot de terre situé en la ville de Maisonneuve, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec bâtisses y érigées, faisant partie du lot de terre, connu sous le numéro vingt-huit, de la subdivision officielle du lot numéro primitif quatorze, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant la dite partie ainsi saisie, quarante-cinq pieds de front par quatre-vingt dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par la rue Notre-Dame, au sud-ouest par l'avenue Pie IX, au nord-ouest par la balance ou résidu du dit lot numéro vingt huit, et au nord-est par le lot numéro treize, des dits plan et livre de renvoi officiels.

2° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal—avec bâtisses y érigées; borné en front par la rue Sanguinet, d'un côté par la rue Emery, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro sept cent quatorze.

3° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal—avec les bâtisses y érigées; borné en front par la rue Sanguinet, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro six cent quatre-vingt-quatre.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 16 mars 1909. 1373-2
[Première publication, 20 mars 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cou Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Montréal à savoir: } HENRY EZEKIEL HART,
No 464. } Hér., rentier, de la cité de
Trois-Rivières, Demandeur; contre les terres et
tènements de ROMEO PREVOST, de la cité de
Montréal, et de sa succession, Défendeur.

Saisis comme appartenant à la succession du dit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

1. Un terrain situé dans le quartier Saint-Louis de Montréal, dite cité, contenant vingt et un pieds de largeur en front, et en arrière sur soixante-quatorze pieds de profondeur mesure anglaise, et composé des lots de terre ci-après décrits, savoir:

Un lot de terre faisant partie du lot numéro cent un (101), de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent deux (902), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, contenant trois pieds de largeur, sur soixante-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise, tenant devant à la rue Drolet, en arrière à une ruelle connue sous le numéro cent neuf (109) de la dite subdivision, d'un côté au résidu du dit numéro cent un (101), appartenant à dame Morance de Rosay, épouse de Joseph Lévy alias Joseph-Charles-Emile Lévy, et de l'autre côté à la partie ci-après décrite du lot numéro cent deux (102), de la subdivision officielle du dit lot numéro neuf cent deux (902).

Un lot de terre situé au même endroit, faisant partie du lot numéro cent deux (102), de la subdivision officielle du dit lot numéro neuf cent deux (902), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal, contenant dix-huit pieds de largeur sur soixante-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise, tenant devant à la rue Drolet, derrière à la dite ruelle connue sous le numéro cent neuf (109), de la subdivision officielle du dit lot neuf cent deux (902), d'un côté à la partie ci-dessus décrite du lot numéro cent

ments de DAME VICTORIA GOUGEON, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Olier Jutra, agent, of the same place, and the latter in so far as need be to authorize his wife for the purposes hereof, Defendant.

1. A lot of land situate in the town of Maisonneuve, county of Hochelaga, district of Montreal— with buildings thereon erected, forming part of the lot of land, known as number twenty eight, of the official subdivision of lot primitive number fourteen, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing the said portion thus seized, forty five feet in front by ninety feet in depth, more or less, english measure; bounded in front by Notre Dame street, on the south west by Pius IX avenue, on the north west by the remainder or residue of the said lot number twenty eight, and on the north east by lot number thirteen, of the said official plan and book of reference.

2. A lot of land situate in Saint Louis ward, of the city of Montreal— with buildings thereon erected; bounded in front by Sanguinet street, on one side by Emery street, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, under number seven hundred and fourteen.

3. A lot of land situate in Saint Louis ward, of the city of Montreal with the buildings thereon erected; bounded in front by Sanguinet street, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, under the number six hundred and eighty four.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SECOND day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 16th March, 1909. 1374
[First published, 20th March, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers

Montreal, to wit: } HENRY EZEKIEL HART,
No. 464. } Esq., gentleman, of the
city of Three Rivers, Plaintiff; against the lands
and tenements of ROMEO PREVOST, of the city
of Montreal, and of his estate, Defendant.

Seized as belonging to the estate of the said defendant, the following immovables, to wit:

1. A lot of land situate in Saint-Louis ward of Montreal, said city, containing twenty one feet in width, in front, and in rear seventy four feet in depth, english measure, and composed of the lots of lands hereinafter described, as follows:

A lot forming part of lot number one hundred and one (101), of the official subdivision of lot number nine hundred and two (902), on the official plan and book of reference of the said Saint-Louis ward, of the city of Montreal, containing three feet in width by seventy four feet in depth, english measure, adjoining in front, Drolet street, in the rear a lane known under the number one hundred and nine (109), of the said subdivision on one side the remainder of the said number one hundred and one (101), belonging to dame Morance de Rosay, wife of Joseph Levy, alias Joseph-Charles-Emile Levy, and on the other side the portion hereinafter described of the lot number one hundred and two (102), of the official subdivision of the said lot number nine hundred and two (902).

A lot situate in the same place, forming part of lot number one hundred and two (102), of the official subdivision of the said lot number nine hundred and two (902), on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, of the city of Montreal, containing eighteen feet in width by seventy four feet in depth, english measure, adjoining in front Drolet street, in the rear the said lane known under the number one hundred and nine (109), of the official subdivision of the said lot nine hundred and two (902), on one side the portion

un (101), de la subdivision officielle du dit lot numéro neuf cent deux (902), et de l'autre côté au résidu du dit lot numéro cent deux (102), appartenant à Zotique Terriault ou représentants—avec une mai on en pierre à bosses et autres bâtisses dessus érigées.

Avec le droit de mitoyenneté dans les pignons ou murs de division de la dite maison des deux côtés, dans toute leur longueur, y compris la moitié du terrain sur lequel ils reposent et y attachés.

De plus, avec droit de passage en commun avec qui de droit dans les ruelles connues et désignées sous les numéros cent huit (108), cent neuf (109) et quatre-vingt-treize (93), de la subdivision officielle du dit lot numéro neuf cent deux (902).

2° Un terrain situé dans le quartier Saint-André, de la cité de Montréal, division d'enregistrement de Montréal-Ouest, faisant partie du lot No 1531, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la contenance de vingt-cinq pieds, quatre pouces de largeur sur la rue Sainte-Catherine, en front, et de vingt-cinq pieds et trois pouces de large à la profondeur, formant une superficie de deux mille deux cent cinquante-deux pieds, joignant d'un côté à Dame Marie Rhéa Berthe Prévost Berthelot, et d'autre côté aux héritiers d'Amable-Oscar-Alexandre Prévost—avec les bâtisses y érigées.

3° Un terrain situé sur la rue Saint-Antoine, à Montréal, et faisant partie du lot numéro officiel 1552, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la division d'enregistrement de Montréal-Ouest, de la contenance de vingt-neuf pieds de large, sur la rue Saint-Antoine, en front, et trente pieds et huit pouces dans la profondeur, sur cent soixante-seize pieds de longueur, le tout mesure française, et sans garantie de mesures précises, joignant d'un côté au lot officiel No 1551, du même cadastre, et de l'autre côté à la partie du dit lot No 1552, appartenant aux enfants d'Oscar-Alexandre Prévost—avec les édifices y érigés.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,
Montréal, 17 mars 1909.

Député-Shérif.
1351.2

[Première publication, 20 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRITES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour de Magistrats —Maniwaki

Ottawa, à savoir : } **JOHN DONOVAN**, Deman-
No 3016. } deur ; contre **FRANK**
LACHAPPELLE, Défendeur, à savoir :

Lot numéro vingt-six (26), sur le côté sud de la rue Comonda, dans le village de Maniwaki, district d'Ottawa, connu comme lot No 318, conformément à l'index des immeubles au bureau d'enregistrement du comté de Wright, sur le plan du dit village de Maniwaki, le dit lot étant borné au nord par la rue Comonda, au sud par le lot 26, du côté nord par la rue Tenesco, à l'est par la rue Champagne, et à l'ouest par le lot 25, du côté sud de la rue Comonda—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif,
Hull, 17 mars 1909.

Shérif.
1347-2

[Première publication, 20 mars 1909.]

hereabove described of lot number one hundred and one (101), of the official subdivision of the said lot number nine hundred and two (902), and on the other side the remainder of the said lot number one hundred and two (102), belonging to Zotique Terriault or representatives—with a rough stone house and other buildings thereon erected.

With a party right (*droit de mitoyenneté*) in the gables or division walls of the said house on both sides, throughout their length, including the half of the ground on which they rest and attached thereto.

Moreover, with a right of way in common with every one concerned in the lanes known and designated under the numbers one hundred and eight (108), one hundred and nine (109), and ninety three (93), of the official subdivision of the said lot number nine hundred and two (902).

2. A lot of land situate in Saint Andrew's ward, of the city of Montreal, registration division of Montreal West, forming part of lot No. 1531, on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, containing twenty five feet four inches in width on Sainte Catherine street, in front and twenty five feet and three inches in depth, forming an area of two thousand two hundred and fifty two feet, adjoining on one side Dame Marie Rhea Berthe Prevost Berthelot, and on other side the heirs of Amable Oscar Alexandre Prevost—with the building thereon erected.

3. A lot of land situate on Saint Antoine street, in Montreal, and forming part of lot official number 1552, on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, in the registration division of Montreal West, containing twenty nine feet in width, on Saint Antoine street, in front, and thirty feet and eight inches in the rear, by one hundred and seventy six feet in depth, all french measure, and without warranty of exact measure, joining on one side the official lot No. 1551, of the same cadastre, and on the other side the portion of the said lot No. 1552, belonging to the children of Oscar Alexandre Prevost—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SECOND day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office.

Montreal, 17th March, 1909.

[First published, 20th March, 1909.]

Deputy Sheriff.

1352

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Magistrates Court.—Maniwaki.

Ottawa, to wit : } **JOHN DONOVAN**, Plaintiff ;
No. 3016. } against **FRANK LACHAPPELLE**, Defendant, to wit :

Lot number twenty six (26), on the south side of Comonda street, in the village of Maniwaki, district of Ottawa, also known as lot No. 318, according to index to immovables in the registry office of the county of Wright, on plan for said village of Maniwaki, said lot being bounded on the north by Comonda street, on the south by lot 25, of the north side of Tenesco street, to the east by Champagne street, and to the west by lot 25, of the south side of Comonda street—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. WRIGHT,

Sheriff's Office.

Hull, 17th March, 1909.

[First published, 20th March, 1909.]

Sheriff.

1348

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **DAME DESNEIGES NAUD;**
No 218. } contre **ONESIME LABBÉ,**
à savoir :

Partie du lot No 27 (vingt-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Rémi-du-Lac-au-Sable, étant un emplacement situé dans le deuxième rang ouest du canton Chavigny, de la paroisse de Notre-Dames-des-Anges, contenant cent douze pieds de largeur sur deux cents pieds de longueur, plus ou moins; borné au nord au chemin public, au sud et au sud-ouest à Pierre Renaud, et au nord-est à Georges Therrien—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, le **QUATORZIEME** jour de **MAI** prochain, à **ONZE** heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,
Québec, 8 avril 1909.

Shérif.
1667

[Première publication, 10 avril 1909.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Canada, } **ISRAEL MICHAUD,**
Province de Québec, } **Saint-Damase, Demandeur; vs. ULRIC DES-**
District de Rimouski. } **ROSISERS, Saint-Damase,**
No 8589. } **Défendeur.**

Une terre située en la paroisse de Saint-Damase, mesurant trois arpents de front sur environ vingt-huit de profondeur; bornée au nord aux terres du sixième rang, au sud au huitième rang, à l'est à Odilon Sénéchal, à l'ouest à Louis Saucier, étant le lot numéro vingt-six, au cadastre du canton McNider, septième rang, paroisse de Saint-Damase, la dite terre maintenant connue et désignée comme étant les lots vingt-six A, et vingt-six B (26 A et 26 B), au cadastre officiel du canton McNider, septième rang et paroisse de Saint-Damase—avec les bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Damase, le **ONZIEME** jour de **MAI**, mil neuf cent neuf, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du Shérif,
Rimouski, 6 avril 1909.

Shérif.
1699.

[Première publication, 10 avril 1909.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **DAME DESNEIGES NAUD;**
No 218. } **Against ONESIME LABBÉ,**
to wit :

Part of lot No. 27 (twenty seven), of the official cadastre for the parish of Saint-Rémi-du-Lac-au-Sable, being a lot situate in the second western range of the township Chavigny, of the parish of Notre-Dame-des-Anges, containing one hundred and twelve feet in width by two hundred feet in length, more or less; bounded on the north by the public road, on the south and south west by Pierre Renaud, and on the north east by Georges Therrien—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, the **FOURTEENTH** day of **MAY** next, at **ELEVEN** o'clock in the morning.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office,
Quebec, 8th April, 1909.

Sheriff.
1668

[First published, 10th April, 1909.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Canada, } **ISRAEL MICHAUD, Saint**
Province of Québec, } **Damase, Plaintiff; vs**
District of Rimouski } **ULRIC DESROSISERS,**
No. 8589. } **Saint Damase, Defendant.**

A farm situate in the parish of Saint Damase, measuring three arpents in front by about twenty eight in depth; bounded on the north by the lands of the sixth range, on the south by the eighth range, on the east by Odilon Sénéchal, on the west by Louis Saucier, being the lot number twenty six on the cadastre of the township McNider, seventh range, parish of Saint Damase, the said farm now known and designated as being the lots twenty six A and twenty six B (26 A, 26 B), on the official cadastre of the township McNider, seventh range and parish of Saint Damase—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Damase, the **ELEVENTH** day of **MAY**, nineteen hundred and nine, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHS. DANJOU,

Sheriff's Office,
Rimouski, 6th April, 1909.

Sheriff.
1700

[First published, 10th April, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } **HENRI VEILLEUX,**
No 409. } Demandeur; contre

ANDRE LABBÉ, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur :

Un morceau de terre situé dans le canton de Emberton, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Emberton, comme lot numéro vingt-trois a (23a), dans le deuxième rang du dit canton, contenant un acre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de La Décollation de Saint-Jean-Baptiste, le ONZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif. Shérif.
Sherbrooke, 5 avril 1909. 1657
[Première publication, 10 avril 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Saint-François, à savoir: } **HORMIDAS LA-**
No 96. } **PORTE, JEAN**
BAPTISTE MARTIN, OCTAVE BOUCHER,
LOUIS A. DELORME et JOSEPH ETHIER,
tous des cité et district de Montréal, commerçants,
y faisant affaires en société sous la raison sociale
de "Laporte, Martin & Cie.". Demandeurs; contre
les terres tenements de **VICTOR DUFRESNE,**
de Sainte Clothilde de Horton, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le village de Asbestos, dans le district de Saint-François, formant partie du lot numéro huit, dans le deuxième rang du canton de Shipton, de la subdivision primitive du dit canton, maintenant connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit village de Asbestos, comme lot numéro (9); borné en front par la rue Laurier—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, dans le village de Danville, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif. Shérif.
Sherbrooke 31 mars 1909. 1589
[Première publication, 3 avril 1909.]

MANDAT DE CURATEUR**FIERI FACIAS DE TERRIS**

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } **DANS l'affaire de**
No 66. } **WILLIAM HOO-**
PER, failli; et JOHN J. GRIFFITH, curateur,
conformément à l'article 879 du code de procédure
civile de la province de Québec.

1. Cette étendue ou ce morceau de terres et situé dans le village de Compton, dans le district de Saint-François, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit village de Compton, comme lot numéro soixante et huit (68); borné en front par le chemin public—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites. L'acquéreur aura le droit de l'eau dans les bâtisses, telle qu'elle s'y trouve, et aussi le droit de réparer les tuyaux ou conduits en bois qui conduisent la dite eau, ce privilège sera pour toujours;

2° Ces étendues ou morceaux de terre situés dans le canton d'Ascot, dans le dit district, et étant la

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } **HENRI VEILLEUX,**
No. 409. } Plaintiff; against

ANDRE LABBÉ, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A piece of land situate in the township of Emberton, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Emberton, as the lot number twenty three a (23a), in the second range of the said township, containing one acre in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of La Décollation de Saint-Jean-Baptiste, on the ELEVENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 5th April, 1909. 1658
[First published, 10th April, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Arthabaska.

Saint Francis, to wit: } **HORMIDAS LAPOR-**
No. 96. } **TE, JEAN-BAPTIS-**
TE MARTIN, OCTAVE BOUCHER, LOUIS
A. DELORME and JOSEPH ETHIER, all of the
city and district of Montreal, traders, and there
doing business together in partnership under the
firm name of "Laporte, Martin & Cie.". Plaintiffs;
against the lands and tenements of **VICTOR DU-**
FRESNE, of Sainte Clothilde de Horton, Defend-
ant.

A piece of land situate in the village of Asbestos, in the district of Saint Francis, forming part of the lot number eight, in the second range of the township of Shipton, of the primitive subdivision of the said township, now known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said village of Asbestos, as the lot number nine (9); bounded in front by Laurier street—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Anne de Danville, in the village of Danville, on the FOURTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 31st March, 1909. 1590
[First published, 3rd April, 1909.]

CURATOR'S WARRANT.**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } **IN RE WILLIAM**
No. 66. } **HOOVER, Insolvent;**
and **JOHN J. GRIFFITH, curator,** pursuant to
article 879 of the code of civil procedure of the pro-
vince of Quebec.

1. That certain tract or parcel of land situate and being in the village of Compton, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said village of Compton, as the lot number sixty eight (68); bounded in front by the public highway—with all the buildings and improvements thereon. The purchaser shall have the right of the water in the buildings as it is, and also the right of repairing the pipes or logs that carry said water, this privilege shall be forever.

2. Those certain tracts or parcels of land situate in the township of Ascot, in the said district and

moitié ouest du lot numéro dix, dans le huitième rang du dit canton d'Ascot, contenant cent acres de terre, plus ou moins, et l'allocation ordinaire pour chemins publics; aussi environ trois acres du bout nord-ouest de la moitié est du dit lot numéro dix, dans le huitième rang, tels que les dits morceaux de terre se poursuivent et comportent, avec les améliorations faites. La dite propriété est bornée comme suit: au nord par la propriété de John Jackson, au sud par la propriété de Thomas Hooper, à l'est par la propriété de James Sheridan, à l'ouest par le chemin public connu comme chemin Wolsey, avec la réserve de toutes les mines, minéraux, minerais et substances métalliques dans et sur la dite terre, avec le droit de les chercher, travailler et enlever et autres droits.

Le morceau de terre ci-dessus en premier lieu décrit, pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas de Compton, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi, et les morceaux de terre ci-dessus en deuxième lieu décrits, pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Lennoxville, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEYER,

Bureau du Shérif. Shérif.
Sherbrooke, 17 mars 1909. 1379.2
[Première publication, 20 mars 1909]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir:) D'ANS l'affaire de
No 65.) NELSON L.
GOODHUE, failli; et JOHN J. GRIFFITH, cura-
teur, conformément à l'article 879 du code de pro-
cédure civile de la province de Québec.

Tout ce morceau ou lot de terre, sis et situé dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le quartier centre de la dite cité de Sherbrooke, comme lot numéro vingt-six (26); borné au nord par la rue Frontenac, ci-devant connue comme la rue Factory, —ensemble avec toutes les maisons, bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Sherbrooke, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEYER,

Bureau du shérif. Shérif.
Sherbrooke, 17 mars, 1909. 1377.2
[Première publication, 20 mars 1909]

Vertes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

II. FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne,
Sainte-Scholastique, à savoir:) DAME THEO-
No 535.) TISSE CYR,
Demanderesse; vs
DAMASE CORBEIL, Défendeur.

1. Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse, sous le numéro cinq cent vingt-trois (No 523.)

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cinq cent vingt-quatre (No 524)—avec les bâtisses dessus érigées sur les dits lots de terre.

being the west half of the lot number ten, in the eighth range of the said township of Ascot, containing one hundred acres of land, more or less, and the usual allowance for highways; also about three acres of the north west end of the east half of the said lot number ten, in the eighth range, as the said parcels of land are and extend, with the improvements thereon made. The said property bounded as follows: north by the property of John Jackson, south by the property of Thomas Hooper, east by the property of James Sheridan, west by the highway known as the Wolsey road, with reserve of all the mines, minerals, ores and metallic substances, in on and upon said land, with the right of searching for, working and removing the same and other rights.

The parcel of land above firstly described, to be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas of Compton, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon, and the parcels of land above secondly described, to be sold at the church door of the parish of Saint-Antoine of Lennoxville, on the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff's office. Sheriff.
Sherbrooke, 17th March, 1909. 1380
[First published, 20th March, 1909.]

CURATORS WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit:) IN RE NELSON L.
No. 65.) GOODHUE, insolvent;
and JOHN J. GRIFFITH, curator, pursuant to
article 879 of the code of civil procedure of the pro-
vince of Quebec.

All that parcel or lot of land, situate lying and being in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and being known and designated upon the official cadastral plan and book of reference for the centre ward of the said city of Sherbrooke, as the lot number twenty six (26); bounded on the north by Frontenac street, heretofore known as Factory street—together with all and every the houses, buildings and appurtenances thereon.

To be sold at my office in the city of Sherbrooke, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, 17th March, 1909. 1378
[First published, 20th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne,
Sainte-Scholastique, to wit:) DAME THEO-
No. 535.) TISSE CYR,
Plaintiff; vs DA-
MASE CORBEIL, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Sainte-Scholastique, county of Two Mountains, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish, under the number five hundred and twenty three (No. 523.)

2. Another lot of land situate in the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, under the number five hundred and twenty four (No. 524)—with the buildings erected on the said lots of land.

Pour être vendus au bureau du shérif, au palais de justice, en le village de Sainte-Scholastique, dit district, le QUATRIÈME jour de MAI prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 29 mars 1909. 1531
[Première publication, 3 avril 1909.]

To be sold at the sheriff's office, in the court house, in the village of Sainte Scholastique, said district, the FOURTH day of MAY next (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST.
Sheriff's Office. Sheriff.
Sainte Scholastique, 29th March, 1909. 1532
[First published, 3rd April, 1909.]

Avis Divers

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BEAUCE.

Avis public est par le présent donné que le conseil de la municipalité du comté de Beauce, à sa séance du 10 mars dernier, a passé et adopté une résolution érigeant un certain territoire en municipalité locale distincte sous le nom de "La municipalité de la partie nord du canton de Metgermette nord," comprenant les terrains suivants en le canton de Metgermette nord, savoir :

1° Le huitième rang depuis le lot un et suivant jusqu'au lot No 63, inclusivement.

2° Le neuvième rang depuis le lot un et suivant jusqu'au lot No 73, inclusivement.

3. Le dixième rang depuis le lot 23 et suivant jusqu'au lot No 73, inclusivement.

4° Le onzième rang depuis le lot un et suivant jusqu'au lot No 23, inclusivement.

Laquelle résolution a été approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur par un décret de l'exécutif, en date du 3 avril 1909.

CHS. BOLDUC,
Sec.-trésorier C. M. C. B.
Saint-François, Beauce, 7 avril 1909. 1693

Miscellaneous Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BEAUCE.

Public notice is hereby given that the council of the municipality of the county of Beauce, at its session of the 10th March last, passed and adopted a resolution erecting a certain territory into a separate local municipality, under the name of "The municipality of the north part of the township of North Metgermette", comprising the following lots in the township of North Metgermette, viz :

1. The eighth range from lot one and following to lot No. 63, inclusively.

2. The ninth range from lot one and following to lot No 73, inclusively.

3. The tenth range from lot 23 and following to lot No 73, inclusively.

4 The eleventh range from lot one and following to No. 23, inclusively.

Which resolution has been approved by His Honor the Lieutenant Governor by an order of the executive, dated the 3rd April, 1909.

CHS. BOLDUC,
Sect.-treas. M. C. C. B.
Saint Francis, Beauce, 7th April, 1909. 1694

Avis de Faillites

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
No 284.

Dans l'affaire de Joseph St. Pierre, Saint-Epiphan, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que, le 1er jour d'avril 1909, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant nous sous trente jours.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

14, Place Phillips, Montréal.
Montréal, 3 avril 1909. 1683

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 149.

In re Willis Duff, Valleyfield, Insolvent.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 24ième jour d'avril 1909, après laquelle date le dividende sera payable à notre bureau.

A. LAMARCHE,
H. LAURENCELLE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Lamarche & Laurencelle,
Bâtisse Assurance Royale,
No 2 Place d'Armes,
Montréal, 7 avril 1909. 1711

Bankrupt Notices

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 284.

In the matter of Joseph St. Pierre, Saint-Epiphan, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 1st of April, 1909, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Creditors are requested to file their claims with us within a delay of thirty days.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Joint curators.

14, Phillips Place, Montreal.
Montreal, 3rd April, 1909. 1684

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 149

In re Willis Duff, Valleyfield, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and opened to objection until 24th of April, 1909, after which date the dividend will be paid at our office.

A. LAMARCHE,
H. LAURENCELLE,
Joint curators.

Office of Lamarche & Laurencelle,
Royal Insurance Building,
No. 2, Place d'Armes,
Montreal, 7th April, 1909. 1712

District de Chicoutimi.

Re J. E. Paquin, marchand, Normandin,

Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 27 avril 1909.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 8 avril 1909.

1715

District de Québec.

Dans l'affaire de Frederick H. Bender, marchand,
Québec, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 8 avril 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 8 avril 1909.

1713

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
N. 55.

In re M. Jodoin & Cie, "E. Jodoin," Montréal,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 5 avril 1909, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens dudit insolvable.

Les réclamations assermentées devront être produites à notre bureau sous trente jours de la présente date.

A. LAMARCHE,

H. LAURENCELLE,

Curateurs conjoints.

Bureau de Lamarche & Laurencelle,
Bâtisse Assurance Royale,
No 2, Place d'Armes.
Montréal, 7 avril 1909.

1709

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. A. Desjardins, hôtelier, de
Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 27 avril 1909, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 10 avril 1909.

1697

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Napoléon Avon, menuisier et
commerçant, de la ville Emard, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 27 avril 1909, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 10 avril 1909.

1695

Canada, }
Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4936.

Dans l'affaire de Ovila Denis,
et Failli ;

Victor A. Bourgeois, Curateur.

Avis est donné que, le 3 avril 1909, le sousigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, cura-

District of Chicoutimi.

Re J. E. Paquin, merchant, Normandin,

Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 27th April, 1909.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 8th April, 1909.

1716

District of Quebec.

In the matter of Frederick H. Bender, merchant,
Quebec, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 8th April, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
Quebec, 8th April, 1909.

1714

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 55.

In re M. Jodoin & Cie, "E. Jodoin," Montreal,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 5th April, 1909, we were appointed joint curators to the property of said insolvent.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

A. LAMARCHE,

H. LAURENCELLE,

Joint-curators.

Office of Lamarche & Laurencelle,
Royal Insurance Buildings,
No 2, Place d'Armes.
Montreal, 7th April, 1909.

1710

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of J. A. Desjardins, hotel keeper,
of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 27th of April, 1909, after which date dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 10th April, 1909.

1698

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Napoleon Avon, joiner and trader, of the town of Emard, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 27th of April, 1909, after which date dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 10th April, 1909.

1696

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4936.

In the matter of Ovila Denis,
and Insolvent ;

Victor A. Bourgeois, Curator.

Notice is hereby given that, on the 3rd day of April, 1909, by an order of the court, the under-

teur aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

VICTOR A. BOURGEOIS,
Curateur.
1681

Sorel, 3 avril 1909.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 2542.

In re Antonio Nadeau, plombier, de la ville de Lévis, Failli ;

et
L. O. Audet, notaire, Gardien provisoire.
Avis aux créanciers du failli.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une ordonnance de l'honorable juge F. Langelier, en date du 31 mars 1909, le soussigné, L. O. Audet, notaire, a été nommé gardien provisoire, et que le failli a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Québec, le 3 avril 1909.

L. O. AUDET, N. P.,
Gardien provisoire.
1703

Lévis, 6 avril 1909.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
C. Parsons & Son Limited, Demandeurs ;
vs

Edward J. King, Défendeur et failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au vingt-sixième jour d'avril 1909, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

JOHN J. GRIFFITH,
Curateur.
1707

Sherbrooke, 8 avril 1909.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Henry Dubois, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 24e jour d'avril 1909, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau du soussigné.

C. W. BAKER,
Curateur.

96-97, Commercial Union Bldg.
Montréal 5 avril 1909.

1705

Proclamation

Canada, }
Province de Québec. } C. A. P. PELLETIER.
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que dans
Procureur-Général. } un rapport, en date
du 6 avril 1909, l'honorable procureur général a
exposé :
Qu'une requête signée par un grand nombre

signed was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors. Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

VICTOR A. BOURGEOIS,
Curator.
1682

Sorel, 3rd April, 1909.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 2542.

In re Antonio Nadeau, plumber, of the town of Lévis, Insolvent ;

and
L. O. Audet, notary, Provisional guardian.
Notice to creditors of the insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Honorable judge F. Langelier, dated the 31st March, 1909, the undersigned, L. O. Audet, notary, has been appointed provisional guardian, and that the insolvent has filed his statement with the clerk of the superior court of the district of Quebec, the 3rd April, 1909.

L. O. AUDET, N. P.,
Provisional guardian.
1704

Levis, 6th April, 1909.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
C. Parsons & Son Limited, Plaintiffs ;
vs

Edward J. King, Defendant and insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter open to objection until the twenty-sixth day of April 1909, after which date dividends will be payable at my office, 125, Wellington street.

JOHN J. GRIFFITH,
Curator.
1708

Sherbrooke, 8th April, 1909.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Henry Dubois, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 24th day of April, 1909, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

C. W. BAKER,
Curator.

96-97, Commercial Union Building.
Montreal, 5th April, 1909.

1706

Proclamation

Canada }
Province of Québec. } C. A. P. PELLETIER.
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS in a report,
Attorney General. } dated the sixth of
April, 1909, the Honorable Attorney General has
set forth :
That a petition signed by a great number of elec-

d'électeurs de la cité de Montréal, adressée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, a été transmise à l'honorable secrétaire de la province, déclarant que les électeurs et citoyens de la cité de Montréal ne sont pas satisfaits de l'administration des affaires civiques, qu'ils sont fermement convaincus que des irrégularités graves et des abus considérables se sont introduits dans toutes les branches de l'administration ; qu'il sera impossible de remédier à l'état de choses existant aussi longtemps que ces abus et irrégularités ne seront pas mis au jour, au moyen d'une commission d'enquête nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu des dispositions des articles 596 et suivants des statuts refondus de la province, et demandant, pour ces motifs, la nomination d'une commission d'enquête conformément à ces dits articles et à leurs amendements, afin de procéder, sous le plus court délai possible, à une enquête générale et complète sur l'administration, par son conseil, des affaires de la cité de Montréal ;

Que, par une résolution unanime, en date du 8 février 1909, le conseil de la cité de Montréal a donné son adhésion à la dite requête, et a fait parvenir cette résolution à l'honorable secrétaire de la province ;

Qu'il convient, dans l'intérêt public, qu'une commission royale soit constituée pour faire une enquête générale et complète sur l'administration des affaires de la cité de Montréal, par son conseil, et de faire rapport suivant la loi, sous le plus court délai possible ;

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, et conformément aux dispositions de l'article 596 et suivants des statuts refondus de Notre dite province et des lois qui les amendent :

1° Nous constituons et nommons l'honorable Lawrence John Cannon, un des juges puinés de la cour supérieure pour la province de Québec, commissaire royal pour faire une enquête générale et complète sur l'administration des affaires de la cité de Montréal, par conseil, et transmettre ensuite son rapport de la dite enquête, suivant la loi, le ou avant le quinzième jour de juillet prochain ;

2° Nous constituons M. Arthur Gagné, avocat, de la cité de Montréal, secrétaire de la dite commission ;

3° Nous ordonnons que les séances de la commission soient tenues dans la cité de Montréal.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et dans la neuvième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1725

tors of the city of Montreal, addressed to His Honor the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, in council, has been transmitted to the Honorable Provincial Secretary, declaring that the electors and citizens of the city of Montreal are not satisfied with the administration of civic affairs, that they are firmly convinced that grave irregularities and considerable abuses have been introduced into all branches of the administration, that it will be impossible to remedy the present state of things so long as such abuses and irregularities are not brought to light, by means of a commission of Inquiry appointed by the Lieutenant Governor in council, under the provisions of articles 596 and following of the Revised Statutes of the province, and praying the appointment, for such motives, of a commission of inquiry, in conformity with the said articles and their amendments, so as to proceed, within the least possible delay, to a general and complete inquiry into the administration, by its council, of the affairs of the city of Montreal ;

That by a unanimous resolution, dated the 8th of February, 1909, the council of the city of Montreal has given its adhesion to the said petition, and has caused such resolution to reach the honorable Provincial Secretary ;

That it is expedient, in the public interest, that a Royal Commission be constituted to make a general and complete inquiry into the administration of the affairs of the city of Montreal, by its council, and to make a report according to law, within the least possible delay ;

Therefore, with the advice of the Executive Council of Our province, and pursuant to the provisions of articles 596 and following of the Revised Statutes of Our said province and amendments thereto :

1. We constitute and appoint the Honorable Lawrence John Cannon, one of the puisné judges of the superior court for the province of Quebec, royal commissioner to make a general and complete inquiry into the administration of the affairs of the city of Montreal, by its council, and then transmit his report of the said enquiry according to law, on or before the fifteenth day of July next ;

2. We constitute Mr. Arthur Gagné, advocate, of the city of Montreal, secretary of the said commission ;

3. The order that the sitting of the commission be held in the city of Montreal.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, in the ninth year of Our Reign.

By Command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1726

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 15.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Alarie vs Shea, 819 ; Assali vs Salhani, 818 ; Bajot vs Baudart, 817 ; Barry vs Durochers, 819 ; Bellemare vs Gélinae, 878 ; Côté vs. Charland, 817 ; Dalpé vs Richard, 817 ; Forget vs Lauzon, 818 ; Gouin vs Mayrand, 820 ; Lavallée vs Gagnon, 817 ; Mahon vs King, 818 ; Marion vs Maurice, 819 ; Parent vs Archambault, 819 ; Plante vs Dion, 818 ; Rabinovith vs Dorobaner, 817 ; Tremblay vs Audet, 819 ; Vachon vs Roy, 819.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Rancour vs Doucet, 878 ; Roberge vs Laflamme, 783.

AFFERMAGE DE FORCES HYDRAULIQUES :—Kai-Kai-Ke, 809 ; Island Rapids, 774.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 805.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 812 ; Conseil législatif, 811.

COMPAGNIE DISSOUTE :—The Warwick Glove, Mitt & Shoe Coy, 821.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Association des voyageurs de commerce de Montréal, 816 ; Carabiniers Mont Royal, 815 ; Cascapedia Manufacturing & Trading Co., 816 ; Compagnie de chemin de fer Québec & Saguenay, 816 ; La cité de Montréal, 815 ; Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, 815 ; The Society of the Montreal General Hospital, 814.

FAILLIS :—Avon, 836 ; Bender, 836 ; Denis, 836 ; Desfossés, 820 ; Desjardins, 836 ; Dubois, 837 ; Duff, 835 ; Jodoin & Cie, 836 ; King, 837 ; Moquin, 820 ; Nadeau, 837 ; Poliquin & Cie, 820 ; Précourt & Gatién, 820 ; St. Pierre, 835.

LETTRES PATENTES :—The Colonial Hotel Coy, 806 ; The Dorchester Lumber Coy, 805.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Village de la municipalité de Bécancourt, 809.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger :—Divers lots de Saint-Philémon à Armagh, 808 ; Divers lots de Guigues à Laverlochère, 808 ; Divers lots de Cap Santé à Sainte-Jeanne de Neuville, 808 ; Saint-Isidore d'Auckland, 809 ; Saint-Albert, 770 ; Saint-Omer, 807 ; Saint-André de Ristigouche, 808 ; Village D'Israëli, 807.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Annexées ou érigées :—Divers lots de Saint-Jérôme de Matane au village de Saint-Jérôme de Matane, 807 ; Divers lots de Saint-Cyprien à Sainte-Blaise, 807 ; Sainte-Sabine, 807.

NOMINATIONS :—Commissaire d'écoles :—Sainte-Angèle de Méridi, 805.
Conseiller municipal :—L'Enfant-Jésus, 805.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—J. Arthur Mireault, 809.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 15.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dme Alarie vs Shea, 819 ; Assali vs Salhani, 818 ; Bajot vs Baudart, 817 ; Barry vs Durochers, 819 ; Bellemare vs Gélinae, 878 ; Côté vs Charland, 817 ; Dalpé vs Richard, 817 ; Forget vs Lauzon, 818 ; Gouin vs Mayrand, 820 ; Lavallée vs Gagnon, 817 ; Mahon vs King, 818 ; Marion vs Maurice, 819 ; Parent vs Archambault, 819 ; Plante vs Dion, 818 ; Rabinovith vs Dorobaner, 817 ; Tremblay vs Audet, 819 ; Vachon vs Roy, 819.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Rancour vs Doucet, 878 ; Roberge vs Laflamme, 783.

LEASE OF WATER POWERS :—Kai-Kai-Ke, 809 ; Islands Rapids, 774.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c 805.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 812 ; Legislative Council, 811.

COMPANY DISSOLVED :—The Warwick Glove, Mitt & Shoe Coy, 821.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Association des voyageurs de commerce de Montréal, 816 ; Carabiniers Mont Royal, 815 ; Cascapedia Manufacturing & Trading Coy, 816 ; Quebec & Saguenay Railway Company, 816 ; The city of Montreal, 815 ; Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, 815 ; The Society of The Montreal General Hospital, 814.

INSOLVENTS :—Avon, 836 ; Bender, 836 ; Denis, 836 ; Desfossés, 820 ; Desjardins, 836 ; Dubois, 837 ; Duff, 835 ; Jodoin & Cie, 836 ; King, 837 ; Moquin, 820 ; Nadeau, 837 ; Poliquin & Cie, 820 ; Précourt & Gatién, 820 ; St. Pierre, 835.

LETTERS PATENT :—The Colonial Hotel Coy, 806 ; The Dorchester Lumber Coy, 805.

MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Village of the municipality of Bécancourt, 809.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect :—Several lots of Saint Philémon to Armagh, 808 ; Several lots of Guigues to Laverlochère, 808 ; Several lots of Cap Santé to Sainte Jeanne de Neuville, 808 ; Saint Isidore d'Auckland, 808 ; Saint Albert, 770 ; Saint Omer, 807 ; Saint André de Ristigouche, 808 ; Village D'Israëli, 807.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Annexed or erected :—Several lots of Saint Jérôme de Matane to the village of Saint Jérôme de Matane, 807 ; Several lots of Saint Cyprien to Sainte-Blaise, 807 ; Sainte Sabine, 807.

APPOINTMENTS :—School commissioner :—Sainte-Angèle de Méridi, 805.
Municipal Councillor :—L'Enfant-Jésus, 805.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—J. Arthur Mireault, 809.

PROCLAMATION :— Commissaire royal, 837.

RATIFICATION :—Dme Beaubien, 821.

RÉSOLUTION :—Municipalité de la partie nord du canton de Metgermette-Nord, 835.

VENTES D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :— Canadian Express Coy, 816.

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEDFORD :—La Banque des Cantons de l'Est vs Houle, 822 ; The O'Gilvie Flour Mills Coy vs Lamoureux, 823.

CHICOUTIMI :—Angers & Tremblay vs Gosselin, 824 ; DuSault & Cie, vs Fleury, 824 ; St. Pierre vs Belley, 823.

GASPÉ :—Amyot vs Huard, 824 ; LeBoutillier et al vs Aubut, 825.

IBERVILLE :— Vanchesteing vs Montcalm, 826.

JOLIETTE :—Lessard vs Fontaine, 826 ; Ricard, failli, 826.

KAMOURASKA :—Larochelle vs Larochelle, 827.

MONTREAL :—Hart vs Prévost, 830 ; Hanratty vs Withel et al, 828 ; Johnson (Dme) vs Dme Allum, 828 ; Lebel & Forgues vs Dme Gougeon, 829 ; Les syndics d'écoles de la municipalité de la ville Saint-Paul vs H. Lussman, 829 ; Roy vs Labelle, 827.

OTTAWA :—Danovan vs Lachapelle, 831.

QUEBEC :—Naud (Dme) vs Labbé, 832.

RIMOUSKI :—Michaud vs Desrosiers, 832.

SAINT-FRANÇOIS :—Goodhue, failli, 834 ; Hooper, failli, 833 ; Veilleux vs Labbé, 833.

PROCLAMATION :— Royal Commissioner, 837.

RATIFICATION :—Dme Beaubien, 821.

RESOLUTION :—Municipality of the north part of the township of North Metgermette, 835.

SALES OF UNCLAIMED SHIPMENTS :—Canadian Express Coy, 816.

SHERIFFS' SALES :

BEDFORD :— The Eastern Townships Bank vs Houle, 823 ; The O'Gilvie Flour Mills Coy vs Lamoureux, 823.

CHICOUTIMI :—Angers & Tremblay vs Gosselin, 824 ; DuSault & Cie vs Fleury, 824 ; St. Pierre vs Belley, 823.

GASPÉ :—Amyot vs Huard, 824 ; LeBoutillier et al vs Aubut, 825.

IBERVILLE :— Vanchesteing vs Montcalm, 826.

JOLIETTE :—Lessard vs Fontaine, 826 ; Ricard, insolvent, 826.

KAMOURASKA :—Larochelle vs Larochelle, 827.

MONTREAL :—Hart vs Prévost, 830 ; Hanratty vs Withel et al, 828 ; Johnson (Dme) vs Dme Allum, 828 ; Lebel & Forgues vs Dme Gougeon, 829 ; The school trustees for the municipality of the town of Saint Paul vs H. Lussman, 829 ; Roy vs Labelle, 827.

OTTAWA :—Danovan vs Lachapelle, 831.

QUÉBEC :—Naud (Dme) vs Labbé, 832.

RIMOUSKI :— Michaud vs Desrosiers, 832.

SAINT FRANCIS :—Goodhue, insolvent, 834 ; Hooper, insolvent, 833 ; Veilleux vs Labbé, 833.